Novembre 2022

Le Courrier du Mémorial

N°40

Bulletin de liaison des Amis du Mémorial Alsace-Moselle

SOMMAIRE

1 **Éditorial** / Marcel Spisser

2-5 **En hommage à nos Malgré-nous** / Marcel Spisser

6-7 **Mémorial de la Shoah - Collectif d'associations et d'historiens alsaciens : Le dialogue est amorcé...** / Arlette Hasselbach et Marie Goerg-Lieby

8-9 **La page du Mémorial** / Arnaud Paclet

10-11 **Le 15e Rallye de l'AMAM** / Mireille Biret

12-25 **Les rendez-vous de l'AMAM**

26-33 **DOSSIER : Le Moyen-Orient en mutation, témoignage d'un diplomate** / Denis Bauchard

33-35 **Oui aux patriotes, non aux nationalistes !** / Discours de Jean-Joseph Feltz

36-38 **La rose et le Stalag** / Patrick Karleskind dans La Gazette Lorraine

40-47 **L'espace mémoriel, la sculpture commémorative... et les Stolpersteine. Quand la Mémoire passe au Street Art** / Richard Aboaf

48 **Les morceaux choisis** / Marie-José Masconi

——-

I à IV **FICHES PÉDAGOGIQUES Histoire et fiction : l'historien et le romancier** / Marcel Spisser

Bis repetita placent *Les choses répétées plaisent*, Horace

Dans un article paru dans l'Ami Hebdo du 13 mars 2022, la journaliste Marie Goerg -Lieby analyse une enquête d'opinion sur l'opportunité de la visite des anciens camps nazis dont notamment le Struthof. Sur un échantillon de 1027 personnes originaires essentiellement du Grand Est, 93% jugent que la transmission de la mémoire des déportés aux jeunes générations est essentielle. Et ceci pour une double raison : se souvenir et honorer les combattants et victimes mais aussi et avant tout pour ne pas répéter les mêmes erreurs et réaliser ainsi le souhait qui, en 1945, faisait l'unanimité à travers le monde : « plus jamais cela ! ». « Plus jamais cela ! » Et pourtant !

Le 24 février 2022 les troupes russes déferlent sur l'Ukraine tout comme les hordes nazies sur la Pologne en septembre 1939. L'année suivante l'Alsace et la Moselle sont annexées de fait au Reich tout comme l'Est de l'Ukraine, notamment le Donbass, tombe sous l'emprise russe aujourd'hui. Le parallèle entre ces deux régions, à 77 ans d'intervalle, est flagrant. Pour l'illustrer, prenons l'exemple de l'éducation de la jeunesse dans les deux cas. En 1939, objectif : la nazification de la population alsacienne. Ainsi le programme de la fête de la rentrée des classes propose des poèmes et des chants sur Hitler, sur l'Allemagne et sur ses soldats. Les enfants ornent leurs cahiers de croix gammées et les manuels scolaires sont épurés tel ce livre d'histoire dont les pages consacrées à 1918 expliquent la défaite allemande par un complot des Juifs, des socialistes et des démocrates-chrétiens. Pour comprendre tout cela, les enseignants alsaciens ont besoin d'être rééduqués en Allemagne ou être remplacés par des collègues d'outre-Rhin. Les bibliothèques sont épurées et abondamment pourvues en ouvrages idéologiquement corrects...

Dès la mainmise de la Russie sur l'Est de l'Ukraine, l'histoire se répète. La totalité des secteurs des régions occupées doivent affirmer leur soutien à « l'opération spéciale ». Pour l'enseignement de l'histoire, le ministère de l'éducation de la région de Kalouga définit clairement les objectifs : « Le discours de Vladimir Poutine du 21 février 2022 constitue la principale révélation historique de ces dernières années ; il est un guide essentiel pour notre temps ». La consigne est d'autant plus simple à appliquer que la quasi-totalité du marché des manuels scolaires est tenue par un ami d'enfance du président russe, Arkadi Rotenberg ; l'ex-ministre de la culture, Vladimir Medinski, en définit clairement l'orientation : « La première question à laquelle doit répondre honnêtement la science historique est de savoir si tel événement particulier ou telle action particulière sert l'intérêt du pays et du peuple. Cette pensée des intérêts nationaux de la Russie constitue la norme absolue de la vérité et de la fiabilité du travail historique. » (Le Monde du 12 mai 2022)

En voyant ce retour à des temps que l'on croyait à jamais révolus, faut-il mettre au rebut le « plus jamais ça » et le remplacer par le « bis repetita placent » (*les choses répétées plaisent*) ? Peut-être ; mais avec la conviction que 1945 peut aussi se répéter avec l'effondrement des dictatures vaincues par les démocraties... ce qui démontre que pour construire demain nous devons continuer de parler d'hier. ■

Marcel Spisser,
président de l'AMAM

En hommage à nos Malgré-nous :

Claude Hérold devant l'une des 8 bâches © L'Alsace / Hervé Kielwasser, DNA du dimanche 14 août 2022

Le 27 août 2022, au cours d'une journée chargée en émotions, le Mémorial Alsace-Moselle a commémoré les 80 ans des sinistres décrets mettant en place l'incorporation de force, devant un public dense qui comptait de nombreuses familles venues de toute la région pour se souvenir de leurs proches forcés de se battre sous le drapeau nazi.

Le « clou » de ce rassemblement exceptionnel fut l'exposition d'un « mur des noms » et des visages des victimes de ce crime de guerre, visages de ceux qui ne sont pas revenus et que le Haut-rhinois Claude Hérold a patiemment recherchés. Le résultat de ce travail de bénédictin fut l'impression de tous ces noms sur des bâches en plastique : 8 bâches faisant au total 36 mètres de long sur 1,30 mètre de haut, soit environ 12 000 petits portraits alignés et superposés, classés par ordre alphabétique. Une réalisation qui, en ce jour de mémoire, a permis aux familles de voir réapparaître des disparus : pères, maris, oncles devenus des grands-pères et des grands-oncles absents.

Dans ce travail auquel il a consacré pendant plus de 25 ans tous ses loisirs puis sa retraite, Claude Hérold a pu bénéficier du soutien de quatre associations : l'OPMNAM (Orphelins de Pères Malgré-nous d'Alsace-Moselle), l'APOGA (Association des Pupilles de la Nation Orphelins de Guerre d'Alsace), l'ADEIF du Bas-Rhin (Association des Évadés et Incorporés de Force) et l'AMAM.

Une méthode de travail rigoureuse

Alors qu'il effectuait bénévolement des recherches pour les familles de Malgré-nous, Claude Hérold découvrit au début des années 2010, à Mulhouse, l'existence de registres recensant les 1,3 millions de soldats allemands portés disparus pendant la deuxième guerre mondiale. Ces documents datés des années 1950 étaient numérisés sur le site de la Croix-Rouge allemande.

Hérold s'est alors lancé dans un pari incroyable : il a visualisé chaque fiche et sorti celles concernant des Alsaciens-Lorrains (identifiables car sous leur nom figure un E, comme Elsass-Lothringen). Il ne restait plus qu'à réaliser des copies d'écran pour finaliser son « mur des noms ».

80ème anniversaire de l'incorporation de force

Un programme riche et varié qui a satisfait la curiosité des visiteurs

Visite commentée sur les traces d'un camp oublié

Une découverte en trois temps du camp disparu de Schirmeck :

* évocation du contexte historique de la création du camp à travers la visite de quelques salles du Mémorial
* présentation au public de quelques objets et archives issus de ce camp et exceptionnellement sortis de leur réserve
* parcours pédestre de 5 km sur les communes de Schirmeck et La Broque à la découverte des traces historiques et emblématiques du camp.

Exposition temporaire : l'incorporation de force en Europe

Présentée au Mémorial au cours de l'année 2012, l'exposition « Malgré-Eux, l'incorporation de force en Europe » présente un travail de recherche mené à partir d'archives françaises, belges, luxembourgeoises, slovènes, polonaises et allemandes.

Dédicaces des auteurs Daniel Fischer et Sylvie de Mathuisieulx

Les deux auteurs ont présenté leur roman jeunesse « Le retour du soldat malgré lui » paru en 2022 aux Éditions de la Nuée Bleue dans la collection Graine d'histoire.

Un jeune Alsacien enrôlé de force dans l'armée de Hitler.

En ce 14 juillet 1945 Henri rentre, enfin, dans son village. Il revient du front Est, où il a vécu des combats terribles. Il a perdu des camarades, a eu froid, faim, et surtout peur.

Il portait, malgré lui, l'uniforme allemand. Son retour à la vie normale s'avère difficile. Il ne supporte plus ni les gamineries de son frère, ni la tranquille assurance de ses parents, ni la moindre contrariété.

Ce roman initiatique, qui se déroule entre Saverne et Phalsbourg, permet de comprendre le drame des Malgré-nous et leur difficile réinsertion dans la société d'après-guerre.

Deux conférences passionnantes

* **Thème : L'incorporation de force en Alsace-Moselle de 1942 à 1945 par Bernard Linder**

Passionné d'histoire, celui qui est président et membre de plusieurs associations historiques et mémorielles, a réalisé un diaporama décrivant :

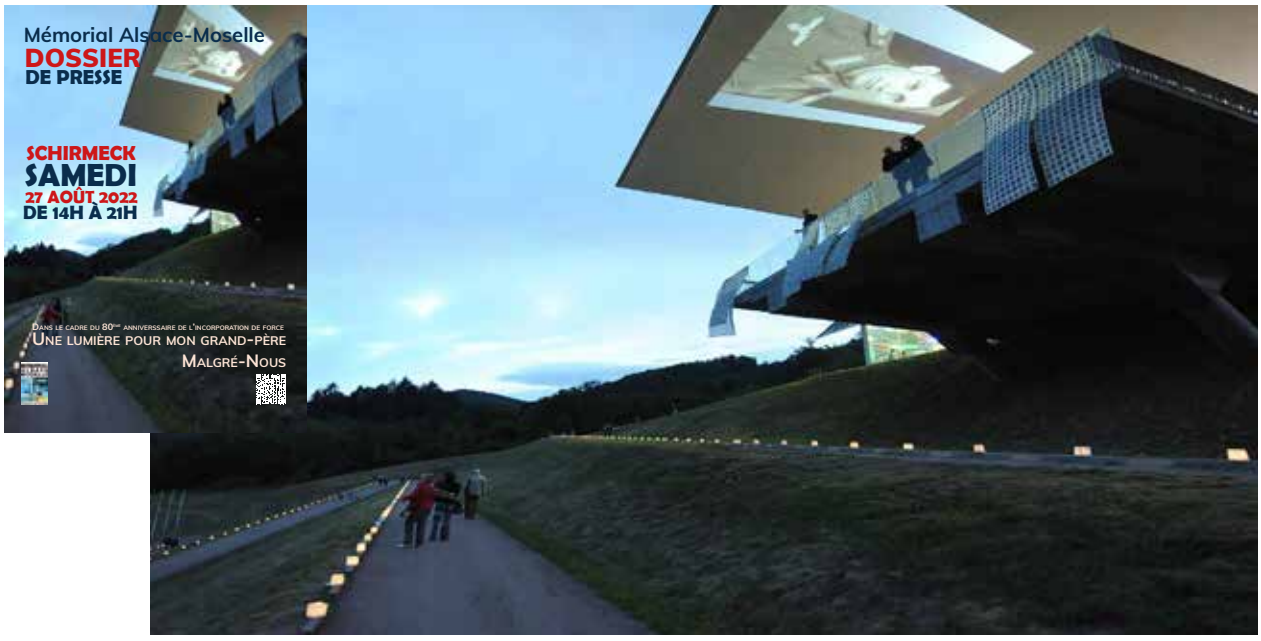
* Le *Reichsarbeitsdienst* (le RAD), une formation paramilitaire contraignant jeunes filles et jeunes hommes à participer à l'effort de guerre nazi.
* L'incorporation de force des Alsaciens et Mosellans avec ses nombreux disparus.
* Le camp de Tambov.
* Les évasions en Normandie d'incorporés de force dans les Waffen-SS, etc.

* **Thème : L'histoire évolutive de l'incorporation de force alsacienne et mosellane par Claude Muller**

Claude Muller, professeur d'histoire, spécialiste de l'histoire de l'Alsace, dirige l'Institut d'Histoire d'Alsace à la faculté des Sciences historiques de l'Université de Strasbourg.

Il est notamment l'auteur de *Les Alsaciens. Une région dans la tourmente (1870-1950)*, Paris, Les Arènes, 2012 et *Interférences*, Strasbourg, Ercal, 2021.

À l'occasion du 80e anniversaire de l'incorporation de force, Claude Muller s'attache à montrer comment peu à peu ce drame est passé de la mémoire à l'histoire.



Lanternes en hommage aux Malgré-nous © Jean-Stéphane Arnold, DNA

Une lumière pour mon grand-père

En soirée, ce fut un autre moment fort de cette commémoration : des lanternes en mémoire des 130 000 Malgré-nous.

Une lumière qui brille, une flamme qui danse dans la nuit alsacienne, comme un symbole de mémoire de ces milliers d'hommes forcés de rejoindre les rangs de l'armée nazie, malgré leurs convictions, malgré-eux…

130 000 sont partis et 40 000 ne sont jamais revenus, laissant des familles sans lieu pour se recueillir.

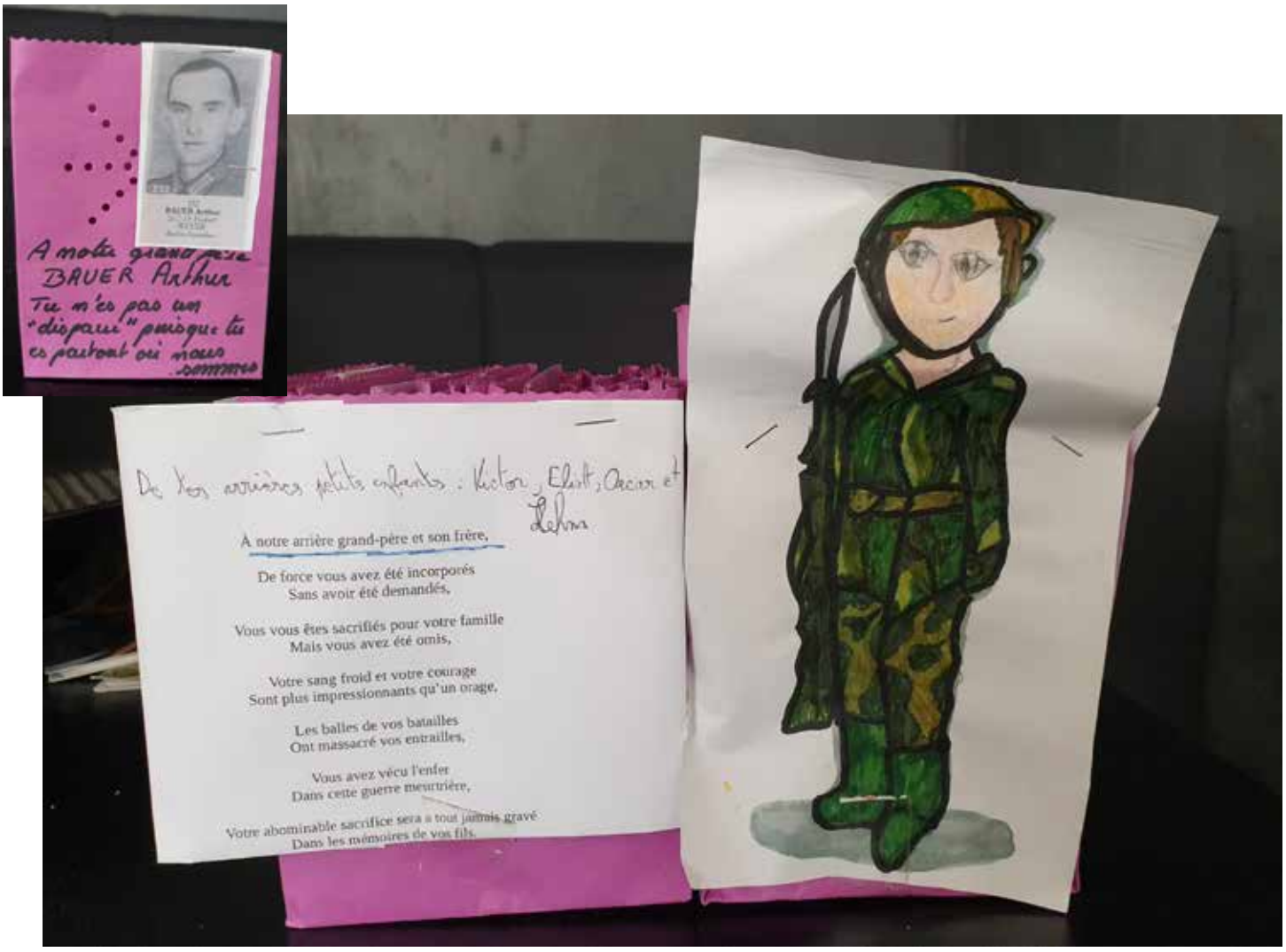
La journée du 27 août 2022 a été celle de toutes les familles et proches de Malgré-nous.

Les participants ont été accueillis par des milliers de lanternes formant le chiffre 130 000 en contrebas du Mémorial. Ils ont pu se souvenir de leur proche en déposant des lanternes le long du parcours jusqu'au belvédère. Un nom, un message, une pensée… y ont été parfois inscrits. Les lanternes, bougies et feutres étaient mis gratuitement à la disposition des participants dans le hall du Mémorial à partir de 14h.

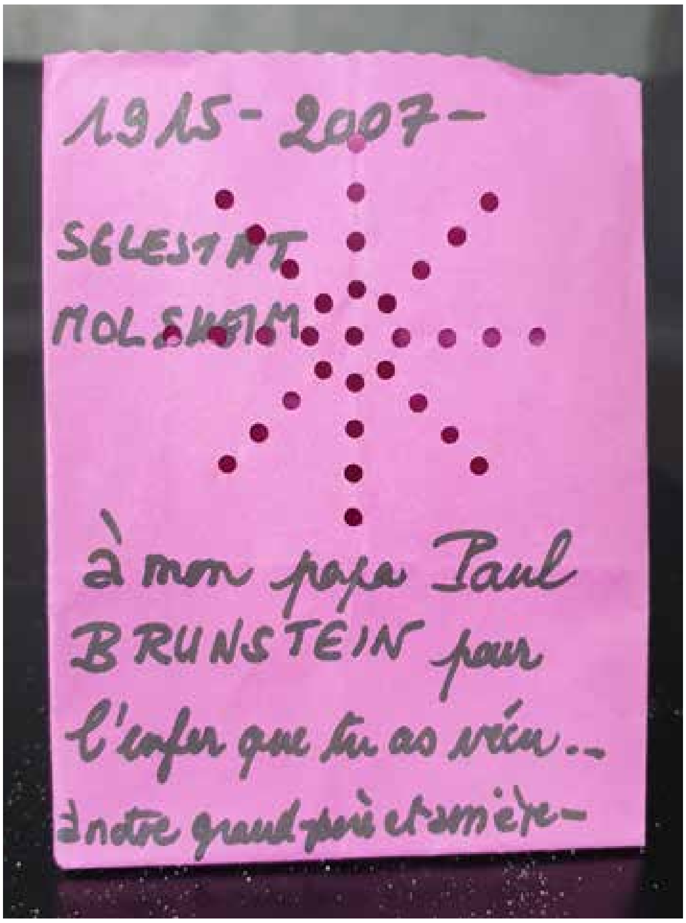
Ces bougies ont brûlé jusqu'à la tombée de la nuit, illuminant symboliquement le Mémorial Alsace-Moselle.

Lanternes en hommage aux 130 000 Malgré-nous © Jean-Stéphane Arnold, DNA

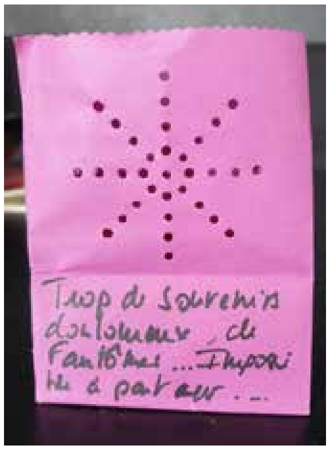
Et, comme un écho aux lanternes qui ont brillé pendant de longues heures, quelque 35 portraits et photographies de Malgré-nous ont été projetés sur le belvédère du Mémorial. Ces portraits témoignent de l'ampleur de l'incorporation de force, envoyant les Alsaciens et Mosellans dans la Wehrmacht, les Waffen-SS ou encore la Kriegsmarine. Certains évoquent également la présence de ces Malgré-nous sur le front de l'Est. ■



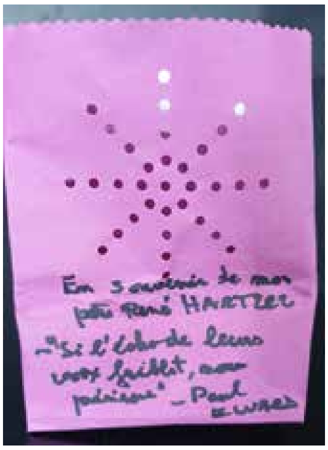
Un poème et un dessin pour décorer une lanterne © DR

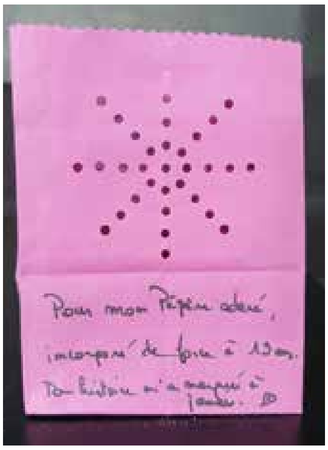

1915-2007-
SÉLESTAT
MOLSHEIM
à mon papa Paul
BRUNSTEIN pour
l'enfer que tu as vécu...

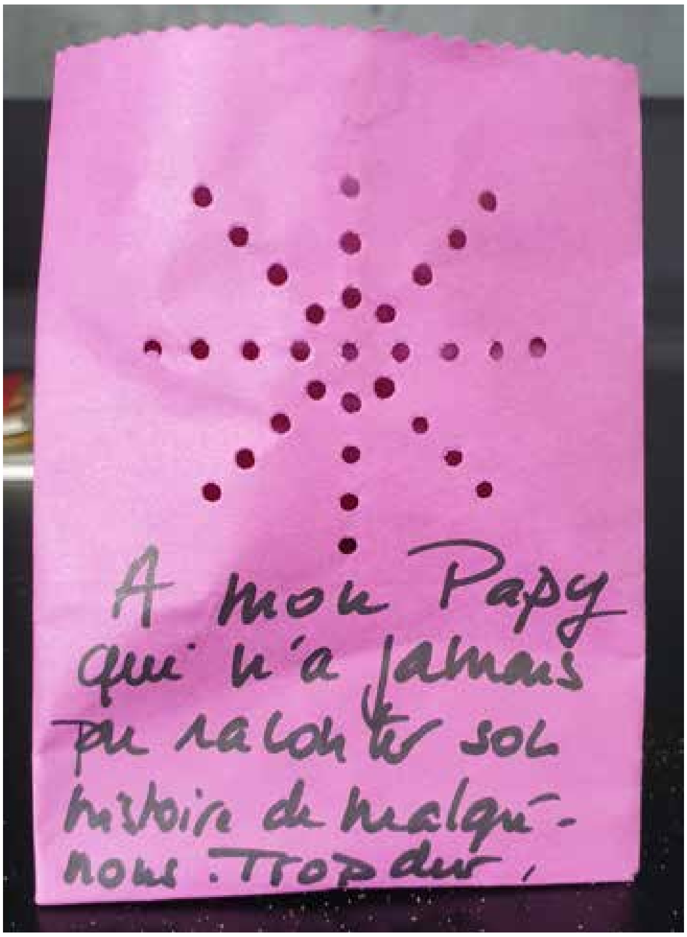
UNE LUMIÈRE
POUR EFFACER.
HUBER ALBERT

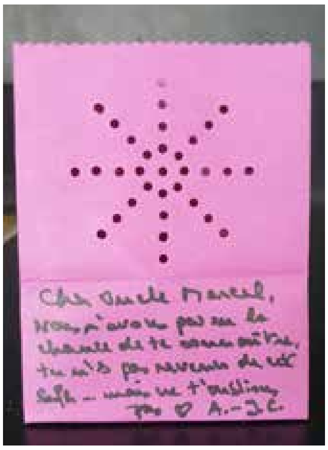

Trop de souvenirs
douloureux, de
fantômes...

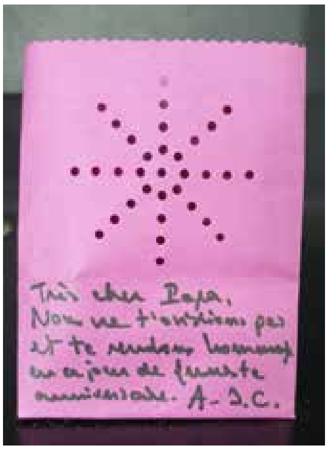
À toi que je n'ai
pas connu,
À ton absence qui
a changé tout


En souvenir de mon
père René HARTZER


Pour mon Pépère adoré,
incorporé de force à 18 ans.


A mon Papy
qui n'a jamais
pu raconter son
histoire de malgré-
nous. Trop dur,


Cher Oncle Marcel,
A.-J.C.


Très cher Papa,
A.-J.C.

Mémorial de la Shoah - Collectif d'associations et d'historiens alsaciens :

Au nom du collectif d'associations et d'historiens ayant réagi à l'erreur historique de la légende de la photo présentée comme prise à Oradour-sur-Glane le 10 juin 1944 dans le cadre de la brochure sur le CNRD 2021/2022 (voir Courrier du Mémorial n°39).

De la part de Marie Goerg-Lieby et Arlette Hasselbach, respectivement présidente de l'AERIA (Association pour des études sur la Résistance intérieure des Alsaciens) et présidente de la délégation du Haut-Rhin de l'AFMD (Amis de la fondation pour la mémoire de la déportation).

Strasbourg, 11 juillet 2022

À l'intention de M. Jacques Fredj, directeur du Mémorial de la Shoah
et de M. Claude Singer, responsable du service pédagogique du Mémorial de la Shoah

Messieurs,

Nous vous invitons à découvrir le Mémorial de l'Alsace-Moselle ouvert depuis 2005 à Schirmeck, ses travaux de recherches, ses activités et ses animations de sensibilisation à l'Histoire de France. En effet les trois départements (Bas-Rhin, Haut-Rhin, Moselle) ont subi un destin mouvementé, mortifère et humiliant de remise en cause de leur nationalité française – alors qu'il étaient bien français – au centre de déchirements frontaliers avec l'Allemagne des deux Reich successifs.

Connaissez-vous l'histoire du camp de Schirmeck La Broque appelé d'abord « camp de rééducation » (*Erziehungslager Vorbruck-Schirmeck*) puis « camp de sécurité » (*Sicherheitslager Vorbruck-Schirmeck*) où plus de 15 000 Alsaciens Mosellans réfractaires au nazisme furent internés de 1940 à 1944 dans des conditions si dures qu'une centaine de prisonniers décédèrent sur place. Beaucoup perdirent leur santé, d'autres leur vie peu après, par suicide ou à l'hôpital comme la Mulhousienne Marthe Haller, 16 ans, active avec ses parents dans un réseau aidant les prisonniers de guerre français évadés d'Allemagne.

L'AMAM (Amis du Mémorial Alsace-Moselle) présidée par Marcel Spisser, inspecteur régional d'histoire honoraire et signataire de la lettre de protestation, édite un bulletin de haute qualité, diffusé en France et à l'étranger, où l'histoire de nos trois départements apparaît dans toute sa complexité.

Nous avons pensé que la lecture du dernier numéro de cette revue (N°39) pourrait vous intéresser ; l'éditorial fait référence au douloureux impair sur lequel nous avions attiré votre attention en novembre 2021.
Cette revue se projette aussi dans le futur en développant le thème du CNRD 2022/2023 : *L'école et la Résistance 1940-1945* (voir l'encart central « fiche pédagogique »).
Il pointe la situation qui était radicalement différente dans les trois départements de l'Est annexés de fait, par rapport aux autres départements de France.

Nous vous confirmons notre souhait de développer un partenariat plus fréquent dans le cadre des questions traitées par votre structure ou de travaux pédagogiques à venir. Nous sommes persuadées que des échanges plus institutionnalisés seraient bénéfiques pour l'élargissement des savoirs partagés.

Au plaisir de vous lire prochainement à ce sujet,
veuillez agréer, messieurs, l'expression de nos salutations les plus cordiales.

Marie Goerg-Lieby, pour l'AERIA,
Arlette Hasselbach, pour l'AFMD du Haut-Rhin

Le dialogue est amorcé…

Madame Marie GOERG-LIEBY
Madame HASSELBACH
2, rue de Barr
67201 ECKBOLSHEIM

Paris, le 5 août 2022

Mesdames,

J'ai bien reçu le dernier numéro de votre revue *Le courrier du Mémorial* que j'ai lu avec attention et que je transmettrai à mes collègues.

Nous avons à plusieurs reprises visité le Mémorial de Schirmeck depuis son inauguration.

Par ailleurs, je vous prie de ne pas hésiter à nous transmettre les informations que vous jugerez utiles.

Je vous prie d'agréer, Mesdames, l'assurance de ma considération distinguée.

Jacques FREDJ
Directeur du Mémorial de la Shoah

Bien auparavant, Victor Convert, directeur général de la Fondation de la Résistance, avait répondu à Marie Goerg-Lieby.

Paris, le 27 octobre 2022

fondation de la résistance

Madame,

J'ai bien reçu votre message dans lequel vous soulignez l'absence d'exemples portant sur l'Alsace dans la brochure réalisée pour la session 2021-2022 du Concours national de la Résistance et de la Déportation ainsi que la maladresse de certaines légendes et présentations concernant le camp de concentration nazi du Struthof-Natzweiler ou des Alsaciens incorporés de force dans l'armée allemande.

Même s'il est difficile de pouvoir tout dire dans un document de synthèse de 36 pages, vos remarques sont dignes d'intérêt. Il est vrai que les différents exemples que vous évoquez (les combats de la poche de Colmar durant l'hiver 1944-1945, l'opération Nordwind, l'incendie de Saint-Dié ou les événements tragiques de la vallée du Rabodeau…) auraient pu avoir leur place dans cette brochure dont le thème porte sur « la fin de la guerre : les opérations, les répressions, les déportations et la fin du III^{ème} Reich ».

Je dois vous préciser que cette publication n'a pas été coordonnée par la Fondation de la Résistance comme cela avait été le cas pour la brochure de la session 2019-2021 (« 1940 : entrer en résistance »). Elle n'a fait que répondre à des commandes qui lui ont été passées par l'équipe du Mémorial de la Shoah qui en a assuré le pilotage sous l'autorité de l'inspecteur général Tristan Lecoq, président du jury national du concours.

Je ne puis que vous laisser juge de l'opportunité de faire part de vos remarques à M. Claude Singer, responsable du service pédagogique du Mémorial de la Shoah, qui a coordonné le dossier, ou à l'inspecteur général Tristan Lecoq qui en a dirigé la réalisation qui en a dirigé la réalisation.

Je vous prie d'agréer, madame, l'expression de mes hommages respectueux.

Avec mon plus amical souvenir

Le préfet
directeur général
Victor CONVERT

Vorbruck-Schirmeck, le camp que l'on n'oublie pas

Le Mémorial organise depuis quelques années des visites lors de la période estivale.
Les mercredis matin, des visites guidées en famille à destination des plus jeunes permettent de découvrir le quotidien de Jean, un petit garçon vivant en Alsace-Moselle durant la Seconde Guerre mondiale. Une occasion unique d'en apprendre davantage sur le quotidien durant cette période. Les après-midi, sans supplément, des visites pour tous sont aussi proposées. Près de 900 personnes ont pris part à ces visites durant l'été.

Guillaume Pellenard, guide au Mémorial, a proposé et accompagné en complément des visites, une sortie spécifique et thématique sur **l'ancien camp « oublié » de Vorbruck-Schirmeck**. Cette sortie sous forme de circuit pédestre de 5km, au départ du Mémorial, puis dans les rues de Schirmeck a été très prisée cette année. Plus de 120 personnes y ont participé et ont pu rentrer dans l'univers très particulier de la vie de ce camp de sûreté, d'internement et de redressement qui pouvait accueillir jusqu'à 2000 détenus. Les visites thématiques reprendront courant juin 2023, de nouvelles dates seront proposées.

Le Mémorial à l'heure du Jazz

Le Mémorial a accueilli pour une soirée le lancement de la 6ème édition du festival ***Jazz'N Bruche*** avec un concert du trio **Sweet Lorraine**. Une centaine de personnes ont pu écouter les standards intemporels de jazz des années 30 sur le belvédère : un véritable tableau impressionniste en musique.

Quand le patrimoine automobile rencontre le patrimoine historique et régional

L'occasion a même été donnée à plus de 60 propriétaires de Bugatti, en déplacement sur le secteur, de visiter la structure, pour le plus grand plaisir et la plus grande stupéfaction des visiteurs qui ont pu apercevoir ces bolides peu ordinaires, certains de collection.
Un lien particulier entre patrimoine historique et patrimoine automobile.

Les journées du patrimoine sous le signe des Droits de l'Homme

Lors des journées du patrimoine, près de 1000 personnes de la Vallée de la Bruche et de la région ont pu (re)découvrir le Mémorial gratuitement. Avec, au programme, des conférences et dédicaces de Francis Petitdemange, Jean-Laurent Vonau et Marie-José Masconi, une séance de dédicaces d'André Rose, et une exposition de dessins originaux de Jean-Charles Fontan.
Par ailleurs, comme chaque année, l'arrivée et la remise des prix du rallye historique et culturel de l'AMAM a réuni quelque soixante-dix personnes réparties en dix-huit équipes qui se sont disputé la victoire.

À cette occasion, l'AMAM, le Mémorial Alsace-Moselle, en lien avec le Centre international des droits de l'Homme (CIDH) de Sélestat et le maire de Schirmeck ont dévoilé la nouvelle plaque marquant une étape importante du **« Chemin de la mémoire et des Droits de l'Homme »** à l'entrée du Mémorial.
Dans le cadre des commémorations des 75 ans de la libération des camps nazis en 2020, le CIDH de Sélestat avait souhaité actualiser le panneau du « Parcours européen pour la paix et la prévention des crimes contre l'humanité ». Ce nouveau panneau comporte désormais des photos et un QR code.

À vos agendas !

››› Exposition **Sous la botte nazie, la jeunesse intoxiquée par une idéologie totalitaire** du 01/02/2023 au 12/11/2023

À l'occasion d'un ensemble d'événements réunissant la Bibliothèque Nationale et Universitaire de Strasbourg, le Centre Européen du Résistant Déporté et les Bibliothèques de l'université de Strasbourg sous le thème « Face au Nazisme », le Mémorial Alsace-Moselle élabore une nouvelle exposition temporaire portant sur l'embrigadement de la jeunesse par le régime nazi à travers l'école et les jeunesses hitlériennes. Elle a pour but de montrer comment, en Allemagne mais aussi dans les territoires de l'Alsace et de la Moselle annexés de fait par le IIIe Reich, le régime nazi a utilisé le système éducatif et les jeunesses hitlériennes pour créer une éducation totale, une jeunesse nationale-socialiste, une identité commune et éloigner les jeunes de toute autre influence que celle du parti nazi.

››› **Le Mémorial sera présent**

- au **Salon du Livre du Festival International de Géographie** à Saint-Dié-des-Vosges du vendredi 30 septembre au dimanche 02 octobre
- aux rendez-vous de **l'Histoire de Blois** du 5 au 9 octobre
- au **Salon du Livre de Wisches** le samedi 15 de 14h à 18h et le dimanche 16 octobre de 10h à 18h

››› **Horaires d'ouverture**

- Ouvert toute l'année sauf en janvier
  Lundi › Dimanche : de 9h30 à 18h00 (dernière entrée à 17h)
- Fermeture : 24/12/2022 - 25/12/2022 - 31/12/2022 - 01/05/2023
- Fermeture annuelle du Mémorial Alsace-Moselle du 1er au 31 janvier 2023

Contact

Mémorial Alsace-Moselle
Allée du Souvenir français
67130 Schirmeck / Tél. 03 88 47 46 50

Facebook : MEMORIAL DE L'ALSACE MOSELLE
Instagram : memorialsacemoselle
Twitter : @mam_EUphoria

www.memorial-alsace-moselle.com
contact@memorial-alsace-moselle.com

Service communication / Arnaud Paclet
communication@memorial-alsace-moselle.com

Service éducatif
gpellenard@memorial-alsace-moselle.com

Le 15e Rallye de l'AMAM « Homo homini lupus est »

Il est 6 heures ce dimanche 18 septembre 2022. Le réveil sonne. Premier réflexe, l'ouverture d'un volet. Il ne pleut pas, un premier soulagement. Il est 8h30 ce dimanche 18 septembre 2022, le fond de l'air est frais, les premières voitures se garent devant la maison forestière de Mackenheim.

La fraîcheur est oubliée, sourires aux lèvres, les participants ont l'air ravis, un deuxième soulagement.

Du cimetière israélite de Mackenheim à Marckolsheim en passant par le mémorial de la ligne Maginot, les 18 équipes passent la matinée à chercher et à observer, animées par l'envie de répondre à toutes les questions, des plus évidentes aux plus saugrenues parfois, un troisième soulagement.

Au cœur de la Poche de Colmar, Marckolsheim a été par deux fois en moins de cinq ans le théâtre de violents affrontements. Ce village martyre nous rappelle l'horreur de la guerre tout en nous interrogeant sur la nécessité d'un travail de mémoire et d'histoire en cette période où les conflits se multiplient, mettant au second plan les grands enjeux universels, qu'ils soient humanitaires ou écologiques.

« Homo homini lupus est »

La pause méridienne nous conduit à Sélestat au square Paul-Louis Weiller. Le soleil est au rendez-vous, un quatrième soulagement. La convivialité du moment est renforcée par la présence de nombreux enfants, les premiers volontaires pour le difficile jeu des cordelettes.

Nous ne pouvions pas quitter Sélestat sans passer au préalable au CIDH, le Centre International d'initiation aux Droits de l'Homme. Monsieur Klingelschmidt explique la raison d'être du Chemin de la mémoire, ce chemin symbolique qui relie 16 lieux de mémoire et 4 lieux de ressources documentaires. Il présente la nouvelle plaque qui sera inaugurée quelques heures plus tard au Mémorial en présence du maire de Schirmeck.

La troisième étape permet aux équipes de rejoindre le Mémorial Alsace-Moselle en empruntant le Chemin de la mémoire et des droits de l'Homme. Le trajet est aussi l'occasion de jouer avec des mots en lien avec la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme.

Dans l'attente de la fin des corrections, les participants assistent à l'inauguration de la nouvelle plaque du « Parcours européen pour la paix et la prévention des crimes contre l'humanité » à l'entrée du Mémorial.

Il est 18h ce dimanche 18 septembre 2022, le 15e rallye de l'AMAM se termine par la proclamation des résultats et le traditionnel verre de l'amitié autour des équipes Gantzer, Isaac et Kraus. Un dernier soulagement de satisfaction partagée, à savourer sans modération.

Un grand merci à Monsieur Klingelschmidt qui nous a chaleureusement accueillis au CIDH de Sélestat. Un grand merci aux encadrants sans qui rien ne serait possible, une pensée amicale pour Vincent qui n'a pu être des nôtres. Un grand merci surtout à tous les participants, les habitués et les nouveaux, qui ont fortement contribué à faire de ce rallye une belle parenthèse en cette journée du patrimoine. ■

Mireille Biret,
professeur d'Histoire

Les trois châteaux, Ribeauvillé © Christophe Dumoulin

La découverte de la ligne Maginot © Anny Salsac

Des concurrents studieux © DR

Pique-nique à Sélestat © Anny Salsac

1er prix
équipe Gantzer

2ème prix
équipe Isaac

3ème prix
équipe Kraus

© Anny Salsac

Les rendez-vous de l'AMAM

Samedi 12 novembre 2022

Hommage aux martyrs de Dora

par Laurent Thiéry, docteur en Histoire, directeur scientifique du Dictionnaire biographique Mittelbau-Dora

Le livre des 9000 déportés de France à Mittelbau-Dora

Vingt-deux ans après l'engagement pris auprès des survivants de Dora réunis au sein de l'Amicale Dora-Ellrich, l'objectif va être atteint. Fruit de près de deux décennies de recherches, de la mobilisation sans précédent d'historiens, de professeurs, d'archivistes, de bénévoles, du recoupement de milliers d'archives, cet ouvrage fixera sur le papier l'histoire d'un pan entier de la déportation dans toutes ses composantes, ses diversités, sa complexité et sa pluralité.

Combien et qui étaient les déportés de France à Mittelbau-Dora et dans ses Kommandos, d'où venaient-ils, quelles avaient été leurs formes d'engagement, quels pouvaient être les liens de sociabilité tissés entre eux, quels avaient été leurs parcours dans le système concentrationnaire, combien avaient péri, quelle était l'espérance de vie des survivants, quelles traces physiques et immatérielles nous léguaient-ils de leur expérience traumatique, comment, enfin, utiliser demain ces expériences du passé comme courroie de transmission et base de réflexion pour des générations désormais privées de témoins ? Autant de questions et de phénomènes que chacune de ces 9000 vies couchées sur le papier viendront éclairer.

Depuis Abada Roger, résistant communiste matricule 117858 à Dora jusqu'à Zyman Benjamin, membre de l'Organisation juive de Combat, matricule 75953 à Dora, en passant par Stéphane Hessel, Pierre Dejussieu-Pontcarral, Simone Veil et des milliers d'autres, ce véritable mémorial de papier les réunira pour la première fois.

Publiés au printemps 2020 grâce à la volonté des éditions du Cherche-Midi, 9000 exemplaires numérotés seront réservés pour chaque famille de déportés de Dora.■

Laurent Thiéry,
docteur en Histoire, directeur scientifique du Dictionnaire biographique Mittelbau-Dora

C'est pourquoi les familles alsaciennes et mosellanes des martyrs de Dora sont invitées ce samedi 12 novembre au Mémorial de Schirmeck : dans la matinée Laurent Thiéry, directeur scientifique de ce « Dictionnaire biographique Mittelbau-Dora » remettra à chaque famille concernée un exemplaire de cet ouvrage de 2500 pages et 3000 photos.

Une page du dictionnaire avec deux détenus alsaciens

deux jours entassés dans des wagons à bestiaux irrespirables, il arrive sous les coups et les hurlements des SS, prémices de ce qui l'attend. Dépouillé de tous ses effets, désinfecté, vacciné et fiché, il devient le matricule 42377. Puis il est assigné au « petit camp » pour une période de quarantaine.

Le 13 mars 1944, Roger Sirventon est affecté au sinistre *Kommando* de Dora où sont assemblées les fusées A4-V2. Il y reste jusqu'à l'évacuation le 4 avril 1945. Devant l'avancée des armées alliées, les SS emmènent les déportés, entassés par centaine dans des wagons à bestiaux, sans eau ni ravitaillement. Dans cette fuite en avant, beaucoup périssent en route. Roger Sirventon finit par arriver le 9 avril 1945 au « camp des casernes » de Bergen-Belsen, où il attend « chambre 22 » du bâtiment 84. Le 15 avril 1945, il est libéré par l'armée britannique avant d'être rapatrié en France.

Revenu à Mussidan, il devient employé à la SNCF (1958), après avoir été réintégré, à la Libération, comme cadre au ministère, par le général de Gaulle.

Sources : Bu7/2-9/9 (Buchenwald) ; DAVCC ; Fiche BB (17/04/1945).

Joëlle Helleboid-Allouchery

SISSINGH Otto

matricule 31023 à *Mittelbau*-Dora

De nationalité néerlandaise, Otto Sissingh est né le 20 avril 1921 à Kerkdriel aux Pays-Bas. Nous n'avons pas d'informations sur sa personne ni sur les circonstances de son arrestation. Peut-être fait-il partie de la filière d'évasion mise en place par le vice-consul néerlandais, Joseph Kolkman (38287), à Perpignan ? Le 2 octobre 1943, il arrive au camp de rassemblement de Compiègne dans l'Oise où il reçoit le numéro 19088. Le 28 octobre 1943, il est déporté dans le 4e grand convoi d'un millier d'hommes parti de France vers Buchenwald. À leur arrivée, deux jours plus tard, 912 d'entre eux sont enregistrés, 831 Français et 81 étrangers, dont 29 Néerlandais. Otto Sissingh est inscrit avec la profession de barreur sous le matricule 31023.

Le 22 janvier 1944, il est transféré au *Kommando* de Dora. La situation y est dramatique, les *Blocks* d'hébergement extérieurs ne sont pas encore bâtis et les détenus dorment dans les déblais humides des tunnels en construction. Nous ne savons pas ce qu'Otto Sissingh est ensuite devenu.

Sources : Bu7/2-9/7 (Buchenwald) ; FN ; DAVCC.

Lionel Roux

SISSLER Joseph

matricule 38625 à *Mittelbau*-Dora

Joseph Sissler est né le 15 novembre 1912 à Walbach (Haut-Rhin). Marié à Anne Sattelen le 3 février 1936, il est père de deux enfants, un fils, Pierre, né le 31 décembre 1936, et une fille, Marguerite, le 9 juillet 1940. Joseph Sissler est domicilié dans sa ville natale devenue allemande en 1940. Militaire de carrière, sergent-chef au 42e régiment d'infanterie, Alsacien d'origine, il est libéré de ses fonctions par les Allemands le 12 décembre 1940 afin d'être incorporé dans la *Wehrmacht*.

Il devient alors employé de bureau. En octobre 1943, avec l'aide de Jean Speisser, il quitte clandestinement sa famille pour se soustraire à l'incorporation de force dans les troupes militaires allemandes. Il a refusé de signer son enregistrement dans la *Wehrmacht* à Colmar. Il se réfugie à la cité de Bitray à Châteauroux (Indre). À la suite de son évasion et à titre de représailles, son épouse Anne est arrêtée et expulsée par le *Sicherheitsdienst* allemand le 26 octobre 1943 à Breslau (Pologne). Elle est internée dans un camp féminin. Elle réussit à s'évader le 26 août 1944. Elle restera cachée ensuite dans sa propre maison à Walbach, jusqu'au jour de la libération de la commune, le 5 février 1945.

Le 1er novembre 1943, les troupes allemandes encerclent la cité de Bitray et procèdent à des rafles. Joseph Sissler est retenu car il est considéré comme déserteur de l'armée allemande. Il est envoyé au camp de rassemblement de Compiègne (Oise). Le 14 décembre 1943, il est déporté à Buchenwald dans un convoi d'un millier de personnes. À son arrivée, deux jours plus tard, il reçoit le matricule 38625. Après la quarantaine, le 12 janvier 1944, il est transféré au *Kommando* de Dora. À cette date, la situation est dramatique, les baraques d'hébergement du camp ne sont pas encore bâties et les détenus dorment dans les déblais humides des tunnels en construction. Joseph Sissler ne survit pas à cet « enfer » qu'évoque André Sellier (39570) dans son ouvrage sur Dora. Il y meurt le 25 avril 1944.

Sources : Bu7/2-21/8-32/6 (Buchenwald) ; DAVCC.

Lionel Roux

SITTERLÉ Eugène

matricule 21089 à *Mittelbau*-Dora

Eugène Sitterlé est né le 16 juillet 1897 à Bantzenheim, dans le département du Haut-Rhin. Lors de la Première Guerre mondiale, Eugène Sitterlé refuse de combattre dans l'armée allemande alors que l'Alsace annexée est devenue un *Reichsland*. Dès la fin de la guerre, il s'engage par contre dans l'armée française qu'il sert pendant plusieurs années au cours desquelles il devient sous-officier.

Eugène Sitterlé est pupille de la Nation et marié à Marie-Jeanne Fischesser. Le couple a quatre fils, Armand, Fernand, Antoine et Gaston, nés respectivement en 1932, 1935, 1938 et 1940.

Il est mobilisé en 1939 mais ne retourne pas en Alsace après sa démobilisation. Il décide de s'installer à Jasseron, près de Bourg-en-Bresse, où sa famille le rejoint en 1940 après avoir quitté la commune de Riedisheim. Il exerce le métier de manœuvre à la caserne Aubry de Bourg-en-Bresse. Dialectophone en raison de ses origines alsaciennes, il est interprète depuis le 1er mars 1943 au HKP, c'est-à-dire au parc des véhicules militaires de l'armée allemande. Eugène Sitterlé est peu connu à Jasseron et à Bourg-en-Bresse car il fréquente surtout les Alsaciens-Lorrains.

Le 15 juillet 1943, il travaille à la gare de Bourg-en-Bresse au déchargement de camions de matériels mais, à 20 heures, il est arrêté, sur dénonciation d'un Français, à son domicile, par la Feldgendarmerie et rapidement incarcéré à la caserne d'infanterie Brouet occupée par les troupes allemandes. Deux chefs d'inculpation sont retenus : sa désertion en 1914-1918 et un vol de matériel à l'armée allemande. Il parvient à s'échapper dans la nuit mais les gendarmes français de Ceyzériat le retrouvent le 16 juillet chez lui. Le préfet décide alors de le livrer à la Feldgendarmerie allemande. Eugène Sitterlé nie et niera toujours le vol de matériel mais il reste « soupçonné » de faire partie d'un groupe de maquisards locaux auxquels il aurait pu fournir des armes.

Très vite, il est incarcéré à la prison Montluc de Lyon puis transféré au camp d'internement et de transit de Compiègne-Royallieu, dans l'Oise, devenu le *Frontstalag* 122 sous l'Occupation et aussi l'antichambre de la déportation. Il y est inscrit sous le numéro 18027.

Le 16 septembre 1943, Eugène Sitterlé est effectivement déporté au camp de concentration de Buchenwald, près de Weimar, en Thuringe, avec le « convoi des 21000 », dans des conditions de transport si abominables que 63 déportés y perdront la vie. Arrivé le 18 septembre, il reçoit le matricule 21089 et déclare le métier de garde champêtre pendant sa quarantaine.

Le 21 octobre 1943, les SS l'affectent au *Kommando* de Dora, près de Nordhausen, au pied du massif montagneux du Harz. Eugène Sitterlé parvient à survivre jusqu'au 26 mars 1944, jour de son décès causé par une pneumonie non soignée. Son corps est incinéré, le 3 avril 1944, au camp de Buchenwald situé à 80 km de Dora.

Sources : Bu7/2-9/6-32/6 (Buchenwald) ; DAVCC 21p539474.

Bernard Doncker

SIVADON Pierre

matricule 20849 à *Mittelbau*-Dora

Pierre Sivadon est né le 21 janvier 1921 à Samazan, arrondissement de Marmande, dans le département du Lot-et-Garonne, fils de Jean et Marie Sivadon née Laulan. Célibataire, il habite chez ses parents à Montpouillan. Il a un frère, Alban, qui est scieur, et une sœur.

En janvier 1943, les deux frères Alban et Pierre sont contraints de travailler comme ouvriers à Royan, en Charente-Maritime, pour l'Organisation Todt. Pierre y habite chemin Gate-Bourse, villa Malou-Macri. Après une opération à l'hôpital de Marmande, il rentre chez lui en convalescence mais il est requis pour le STO. Ayant convaincu son père qu'il part reprendre le travail avec son frère à Royan, il décide au contraire de rejoindre les FFL en Afrique du Nord *via* l'Espagne. Cependant, il est arrêté seul par les Allemands le 13 mai 1943 entre Bordeaux et Hendaye. Du quartier allemand du fort du Hâ où il est interné, il envoie une lettre à son frère Alban lui demandant des vêtements. Il souhaite aussi que leur père n'apprenne pas son arrestation. Le 15 juillet 1943, il est transféré au camp de rassemblement et de transit de Compiègne-Royallieu, dans l'Oise, *Frontstalag* 122 sous l'Occupation. Il y est admis avec le numéro 15959. Il envoie de là une seconde lettre à son frère lui renouvelant son vœu de ne pas informer leur père.

Le 2 septembre 1943, Pierre Sivadon est déporté au camp de concentration de Buchenwald, en Thuringe, avec le « convoi des 20000 ». Il s'agit du 2e *Transport* d'environ 1 000 hommes partis en wagons à bestiaux de Compiègne vers cette destination. Tous reçoivent un matricule commençant par 20000. Arrivé le 4 septembre, il devient le 20849 et déclare le métier de boulanger lors de sa quarantaine.

Le 29 septembre 1943, Pierre Sivadon est affecté au *Kommando* de Dora, camp annexe de Buchenwald situé près de Nordhausen, en bordure sud du Harz. Il est confronté à des conditions de détention et de travail absolument inhumaines et dévastatrices qui font de 50 à 80 victimes chaque jour entre septembre 1943 et avril 1944. Ses dernières nouvelles sont envoyées en novembre 1943 à son père cette fois. Rédigée en allemand, c'est Alban qui fait traduire la lettre en français.

Probablement épuisé et malade, Pierre Sivadon décède le 7 février 1944 à 17 h 45 à Dora d'une broncho-pneumonie et d'abcès aux poumons.

Son acte de décès est dressé par le ministère des Anciens Combattants et Victimes de Guerre le 5 septembre 1946 et transcrit le 8 septembre 1946 au registre des décès de la commune de Montpouillan.

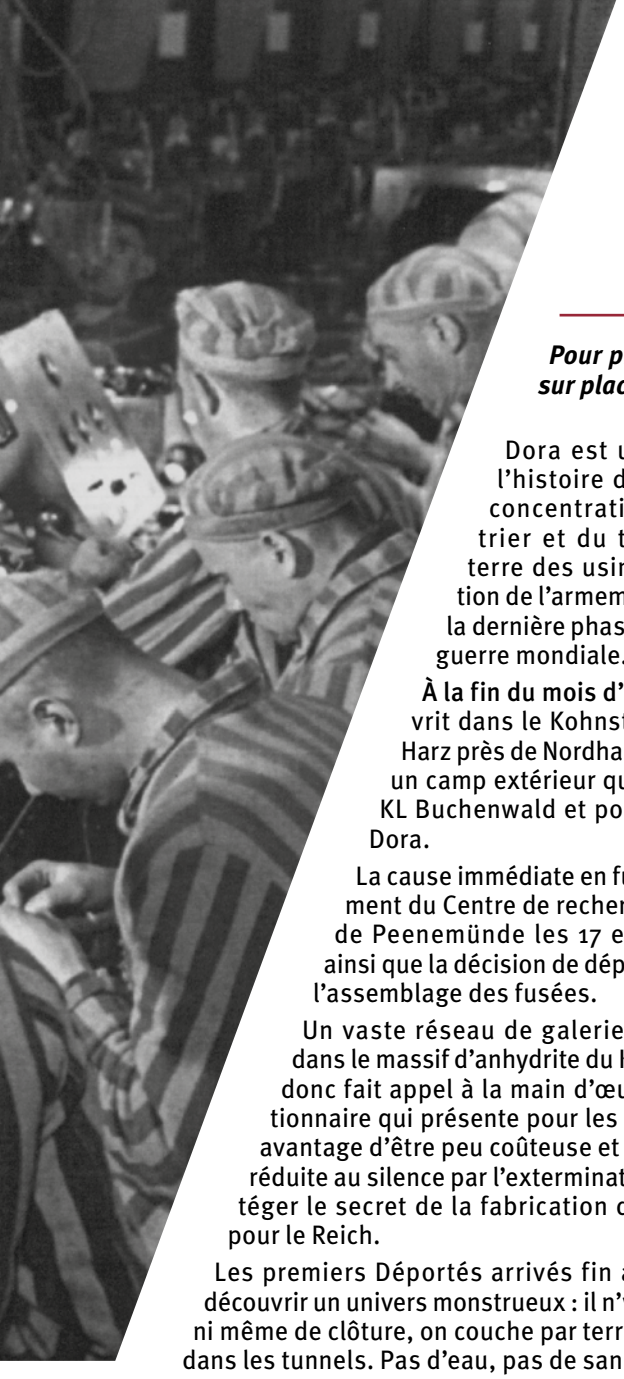
Sources : Bu7/2-32/6 (Buchenwald) ; DAVCC 21p539479.

Bernard Doncker

SKOBTZOFF (SKOBTZOV) Georges

matricule 38893 à *Mittelbau*-Dora

Georges (Yuri) Skobtzoff est né le 27 février 1921 à Constantinople (Turquie). D'origine russe, il est le fils d'Élisabeth Pilenko, née le 8 décembre 1891 à Riga, et de Daniel Skobtzoff, un officier russe blanc, qu'elle a épousé en secondes noces en pleine révolution russe. Après de nombreuses errances et péripéties, la famille arrive à Paris en 1923. Après la mort de sa première fille, Élisabeth Skobtzoff, qui fréquente les églises orthodoxes de la banlieue parisienne, prend le voile en 1932 sous le nom de « Mère Marie ». Elle se consacre à l'action sociale en aidant les émigrés russes et les jeunes femmes isolées. Elle crée en 1935 le foyer de l'« Action orthodoxe » au 77, rue de Lourmel à Paris, où sont reçus les déshérités. Elle fait aussi construire une petite église qui rayonne dans le 15e arrondissement et



L'enfer de Dora, Dora la mangeuse d'hommes / Août 1943 - avril 1945

par Jean-Michel Roth, AMAM et AFMD 67

Pour préparer cette journée du 12 novembre, notre ami Jean-Michel Roth s'est rendu sur place à Dora. Il nous a livré ses impressions.

Dora est un exemple de l'histoire du travail forcé concentrationnaire meurtrier et du transfert sous terre des usines de fabrication de l'armement au cours de la dernière phase de la seconde guerre mondiale.

À la fin du mois d'août 1943 s'ouvrit dans le Kohnstein, au sud du Harz près de Nordhausen (Thuringe) un camp extérieur qui dépendait du KL Buchenwald et portait le nom de Dora.

La cause immédiate en fut le bombardement du Centre de recherche des fusées de Peenemünde les 17 et 18 août 1943 ainsi que la décision de déplacer sous terre l'assemblage des fusées.

Un vaste réseau de galeries existait déjà dans le massif d'anhydrite du Kohnstein. Il est donc fait appel à la main d'œuvre concentrationnaire qui présente pour les nazis le double avantage d'être peu coûteuse et de pouvoir être réduite au silence par l'extermination afin de protéger le secret de la fabrication d'armes vitales pour le Reich.

Les premiers Déportés arrivés fin août 1943 vont découvrir un univers monstrueux : il n'y a pas de camp ni même de clôture, on couche par terre à même le sol dans les tunnels. Pas d'eau, pas de sanitaire, mais des bacs avec une planche de travers. C'est dans cet endroit que fut creusée à grands coups de cadavres de Déportés, la plus grande usine souterraine de toute l'Allemagne.

Pour construire une usine de production en masse, il était naturellement nécessaire d'agrandir et d'aménager les tunnels existants.

Septembre 1943 : les convois de Déportés, parmi lesquels de nombreux Français, se succèdent rapidement. Les travaux sont menés à un rythme infernal et mortel sous l'étroit contrôle de la S.S.. Les détenus vivent jour et nuit dans les tunnels qu'ils creusent dans la montagne. L'usine fonctionnait dans le fracas des marteaux-piqueurs, des bétonneuses et des explosions de mines, au milieu d'un encombrement inextricable de tas de sable, de ciment et de morceaux de poutrelles d'acier.

Tous ces travaux ont été accomplis par des détenus de toutes nationalités, mais en majeure partie Français et Russes.

Le Kohnstein est composé de deux tunnels de 1800 mètres de long sur 12,50 mètres de large et hauts de 8,5 mètres. Sur ses allées centrales traversées par une voie ferrée débouchent 43 galeries transversales mesurant 150 mètres de long chacune. Certaines ont une hauteur exceptionnelle de 30 mètres leur permettant de recevoir des fusées dressées (V2 - 14 mètres de long) (voir fiche pédagogique ci-incluse page I, II, III et IV).

En août 1944 : trois nouveaux tunnels sont creusés au Nord-Ouest du Kohnstein dans le Himmelsberg pour la fabrication d'oxygène liquide, d'essence synthétique et de fusées.

Dora, nom de camouflage pour « Deutsch-Organisation Reichs Arbeit », deviendra le 28 octobre 1944 le dernier grand camp de concentration autonome : KL Mittelbau-Dora, situé au centre d'un réseau d'une trentaine de camps annexes créé en 1944 et début 1945 dans toute la région des montagnes du Harz et incluant des camps des villes voisines de Niedersachswerfen et Nordhausen.

Jusqu'à Noël 1943 : le nombre de Déportés passa à plus de 10 000. Ils furent hébergés dans des galeries, souffrant de la faim et de conditions d'hygiène catastrophique, ainsi que du travail forcené.

Jusqu'à la fin mars 1944 : ce furent presque 5000 personnes qui y trouvèrent la mort.

Ce n'est **qu'au printemps 1944** qu'un camp de baraques fut construit à la surface (extérieur des tunnels).

En janvier 1944 commença la production de la fusée A4 (V2, puis en automne 1944 la fabrication de la bombe volante V1). Pour ceux qui ont connu cette période, le tunnel de Dora restera à jamais « l'enfer » et « le cimetière » des Français.

À partir de mai 1944, Mittelbau-Dora commença à devenir un camp de concentration comme un autre. C'est à cette époque-là que les dortoirs infâmes du tunnel furent abandonnés et que tous les détenus occupèrent les bâtiments qui avaient été construits à l'extérieur. Les blocs étaient clairs, la nourriture mieux distribuée, on pouvait se laver et boire. La nouvelle du Débarquement tant de fois annoncée arriva le 6 juin et à partir de ce jour un esprit nouveau souffla sur le camp. Des Kommandos plus ou moins durs furent retirés de Dora. Les uns partirent vers Ellrich (plus grand camp annexe) pour le percement de tunnels nouveaux où ils connurent une vie aussi pénible qu'à Dora au début, d'autres furent envoyés vers le petit camp de Harzungen.

En juillet 1944, on procéda à l'élimination des malades et des faibles en les envoyant dans un camp prétendu « hôpital ». Ils furent en réalité dirigés vers une caserne désaffectée de Nordhausen où les plus valides continuèrent à aller au travail et les autres achevèrent de mourir sans soins et pratiquement sans nourriture. Et il y avait toujours la foule de ces malheureux qui creusaient des tunnels et transportaient de lourdes charges dans une ambiance de terreur sous les coups et les hurlements. Les cadavres étaient incinérés sur place car Dora avait désormais son four crématoire.

À l'automne 1944, environ 5000 cadavres y furent incinérés.

À partir du 3 avril 1945 commença l'évacuation du camp. Des convois furent dirigés vers Bergen-Belsen, d'autres partirent à pied vers le Meklembourg. Des centaines de Déportés moururent alors dans les wagons ou furent abattus sur la route par les S.S. quand ils étaient à bout de force.

Le 11 avril 1945, des unités de la 3e armée américaine libèrent

le camp. Ils trouvèrent quelques centaines de Déportés que les S.S. n'avaient pu évacuer, ainsi que 1200 morts et mourants dans le *KZ-Ausenlager* Boelcke-Kaserne de Nordhausen où les S.S. avaient ouvert un camp pour les inaptes au travail.

Jusqu'à la fin juin 1945, environ 100 fusées V2 entières, des documents précieux et des pièces de fusées sont dégagés et emportés par les Américains.

À partir du 2 juillet 1945, la région du Harz passe sous secteur soviétique.

En 1947, il ne restait pratiquement rien de l'ancien camp de Dora, sauf le crématoire et les entrées aux tunnels furent dynamitées par la force d'occupation soviétique.

Puis l'ancien terrain du camp fut défriché par étapes et depuis 1995 une partie des galeries souterraines est accessible aux visiteurs.

En 2005, un nouveau bâtiment muséal a été inauguré et depuis 2006 y est présentée l'exposition permanente sur l'histoire du camp.

Le bilan statistique global de l'ère « Mittelbau-Dora » pour un effectif total de quelque 40 000 Déportés concernés, venant d'une trentaine de pays, est de 26 500 morts répartis en 15 500 en camp et 11 000 lors des évacuations d'avril 1945. En 19 mois (d'août 1943 à avril 1945) 9000 français sont passés dans ce sinistre endroit et ses camps annexes : 4850 y sont morts, soit 255 par mois.
6000 missiles V2 au total y furent fabriqués mais la moitié d'entre eux n'étaient pas en mesure de fonctionner.
6000 bombes volantes V1 ont été montées à Mittelwerk entre août 1944 et mars 1945.

Ce camp a broyé d'innombrables existences dans cette folle course aux fusées, meurtrissant à jamais les corps et l'esprit des survivants dans l'indifférence la plus absolue des responsables allemands, tant civils que militaires, et le silence glacial de l'après-guerre qui a entouré l'histoire de Dora. Les anciens Déportés dans le tunnel de Dora veulent qu'on se rappelle que les inventions extraordinaires qui ont permis la conquête de l'espace ont été réalisées grâce à la souffrance et à la mort de nombreux Déportés, en particulier des Français dont le camp de Dora fut un véritable cimetière.

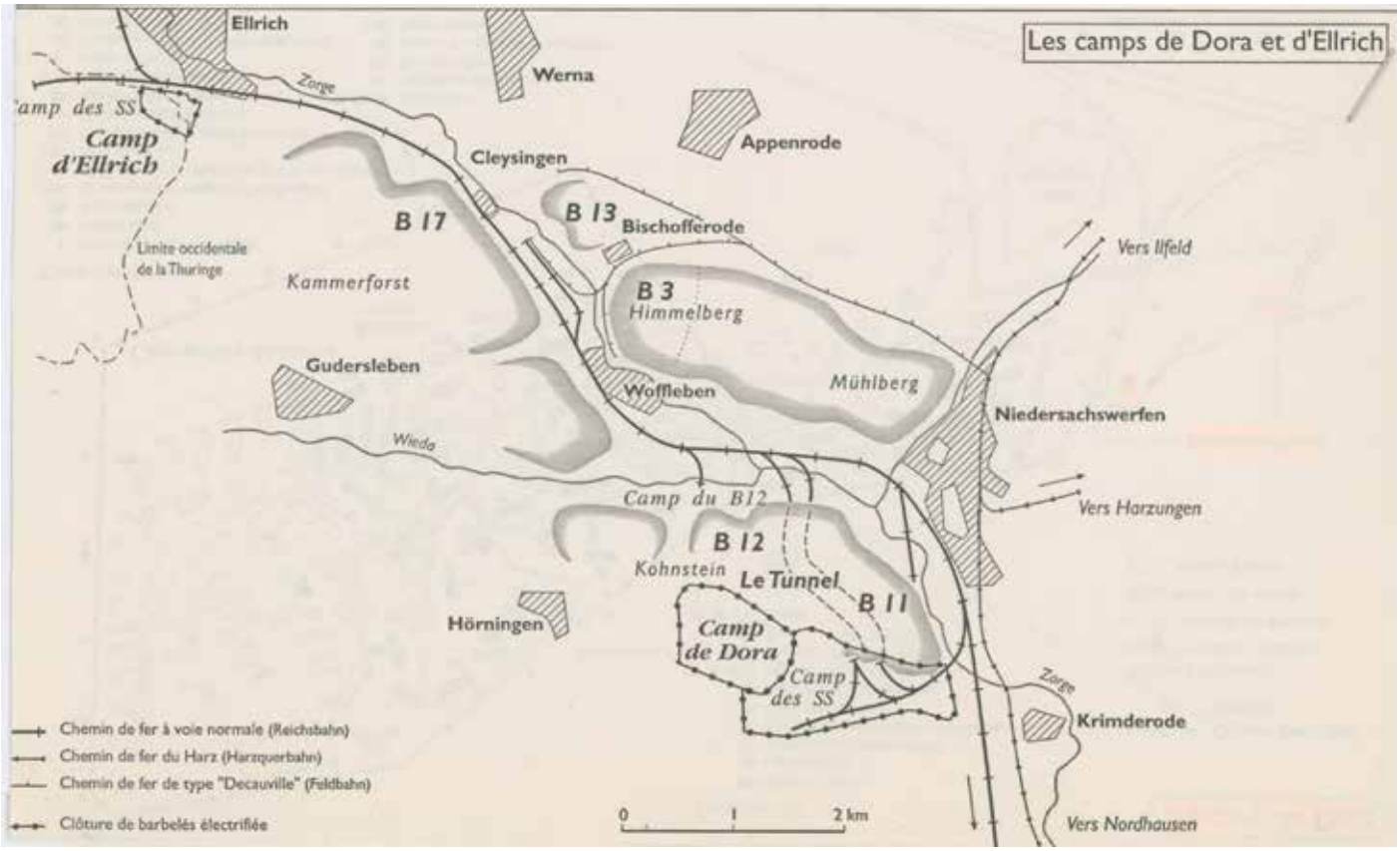
Les études consacrées à la conquête de l'espace ne parlent pourtant jamais du camp de Dora. À les lire, on croirait que la conquête a commencé avec l'année 1945, lorsque débuta la concurrence américano-soviétique pour la domination du ciel.

Ni les Russes, ni les Américains n'ont intérêt à rappeler ce précédent à leurs exploits ; on a fait table rase en recherchant, protégeant, voire adulant certains des responsables (Wernher von Braun) dont ils ont utilisé les compétences sans l'ombre d'un scrupule pour leurs propres programmes d'armement et de fusées. C'était la période de la Guerre Froide…

Un grand merci à l'ensemble du personnel du Mémorial de Dora, à Mr Jens Christian Wagner et à Brita Heinrich pour nos chaleureuses relations depuis 1996. ■

Jean-Michel Roth,
AMAM et AFMD 67

(voir également les fiches pédagogiques ci-jointes)



Plan des camps de Dora et d'Ellrich © DR

Entrée du camp © DR

Vues du tunnel aujourd'hui © DR

À CONSULTER …

LE LIVRE DES 9 000 DÉPORTÉS DE FRANCE À MITTELBAU-DORA

CAMP DE CONCENTRATION ET D'EXTERMINATION PAR LE TRAVAIL

Sous la direction scientifique de ***Laurent Thiery*** | *Préface d'****Aurélie Filippetti***

CNRD 2022-2023

« L'École et la Résistance : des jours sombres aux lendemains de la Libération (1940 - 1945) »

par Éric Le Normand, professeur d'histoire-géographie, chargé de mission AERIA

Caricature de Paul Blasy intitulée « Activité scolaire » © DR

Traduire le sujet du Concours national de la Résistance et de la Déportation à l'échelle locale est un exercice délicat tant le système scolaire a été bouleversé en Alsace avec l'annexion de fait. La germanisation et la nazification de la société s'accompagnent d'un quadrillage serré de toute la population alsacienne, étouffant toutes velléités d'opposition. La domination nazie s'impose brutalement dans la réalité quotidienne et la jeunesse, comme en Allemagne, fait l'objet d'une attention particulière[1]. L'école est profondément bouleversée tant au niveau de son encadrement avec beaucoup d'enseignants ou d'encadrants venus de l'autre côté du Rhin, de sa structure avec la suppression des collèges et la mise en place de l'école primaire supérieure, que de son contenu largement soumis à l'idéologie nazie[2]. Dans ce dernier domaine, toutes les matières (sport, mathématiques, histoire, géographie, biologie) et toutes les pratiques (levée du drapeau, salut nazi, chants) ont pour but de véhiculer la propagande nazie. Cette domination se traduit concrètement par une omniprésence des Jeunesses hitlériennes dont les cadres ont plus d'autorité et de pouvoir que les enseignants eux-mêmes sur les élèves. Avec un tel encadrement, comment agir ?

Dans un premier temps une opposition passive se développe, allant jusqu'à des comportements de transgression, notamment dans la sphère privée. Il s'agit avant tout d'un état d'esprit collectif d'opposition. En se retrouvant au sein de l'institution, élèves et professeurs ont pu mettre à contribution des liens forts et ont pu se lancer plus facilement dans une attitude de défiance face à la propagande nazie. Ainsi, à l'école primaire supérieure et à l'école pratique de commerce et d'industrie de Mulhouse, un petit groupe d'élèves se structure et prend le nom de Légion C40 sous la direction de Fernand Demouge. Leur principale action est de chercher des armes dans les anciens fortins de la ligne Maginot et de les cacher. En septembre 1940, l'organisation compte trois branches à Mulhouse, Wittenheim et Strasbourg. Dans le même temps, le jeune Marcel Weinum, âgé de 16 ans en 1940, réunit de nombreux jeunes garçons en s'inscrivant dans une école de perfectionnement professionnel et fonde la Main Noire. Cette organisation clandestine combat l'idéologie nazie à travers les bris de vitrines où se trouve le buste d'Hitler, la dégradation des drapeaux nazis et la diffusion de tracts et slogans. Ces actions organisées ne doivent pas cacher un comportement d'opposition plus vaste chez de nombreux élèves avec la lecture de livres français dans la sphère privée. De leur côté, les enseignants montrent également des signes d'opposition. Alfred Biedermann et Joseph

1. BOPP Jean-Marie, *Histoire de l'Alsace sous l'occupation allemande*, Éditions Place Stanislas, 2011, 467p. **2.** Voir la fiche pédagogique réalisée par Marcel Spisser dans le numéro précédent.

Herold, professeurs de lettres, officiers prisonniers de guerre en Allemagne, refusent leur libération en qualité « d'Alsacien de souche allemande » en 1940 et restent internés durant toute la guerre. En Alsace, ceux qui souhaitent conserver leur poste, doivent subir une *Umschulung*, ou recyclage de quelques semaines, afin d'assimiler l'idéologie nazie, mais dont les effets sont très limités. Beaucoup reviennent avec d'autres intentions même si leur marge de manœuvre est limitée[3]. Certains s'engagent dans une opposition active comme Camille Schneider, professeur de lettres, qui fonde un bulletin clandestin mensuel « L'Alsace – Journal libre[4] » envoyé aux chefs nazis et aux ralliés alsaciens avec pour but de dénoncer les mensonges de la propagande nazie. Beaucoup s'engagent dans l'aide à l'évasion des prisonniers de guerre (PG) et réfractaires à l'incorporation de force. Réquisitionnés de l'autre côté du Rhin, ils sont aux avant-postes pour recueillir les premiers évadés. Ainsi, tout un groupe d'instituteurs et institutrices requis à Mannheim en Allemagne, s'engage dans une importante filière d'évasion passant par Reichshoffen. D'autres préfèrent s'évader d'Alsace comme Paul Blasy pour gagner la zone non occupée et s'engager plus tard dans la Résistance. En France de l'intérieur et notamment dans la région d'Agen, de Périgueux et de Clermont-Ferrand où a été évacuée l'université de Strasbourg, de nombreux professeurs et élèves, évacués en 1939 ou évadés après 1940, s'engagent dans une opposition au nazisme et à la politique de collaboration menée par le régime de Vichy. Dès juillet 1940, des professeurs de la faculté de lettres organisent des chantiers de fouilles archéologiques à Gergovie pour occuper les étudiants durant les vacances[5]. Dans un même état d'esprit, l'université organise l'accueil de tous les évadés alsaciens et lorrains qu'elle aide à travers deux comités : l'Œuvre des lycéens évadés et l'Œuvre des billets de cinéma[6]. Sous une existence semi-officielle pour la première et clandestine pour la seconde, l'objectif est d'accompagner au mieux les lycéens et étudiants face à la répression nazie dont ils sont victimes. Ce système ne fait que renforcer les soupçons des autorités nazies qui considèrent l'université comme un foyer de résistance.

De l'opposition, beaucoup d'élèves et d'enseignants passent à un engagement plus important. Au sein de l'université de Strasbourg repliée à Clermont-Ferrand, les grands mouvements de la Résistance s'implantent et se structurent comme Combat avec le juriste Alfred Coste-Floret, Libération avec le professeur de philosophie Jean Cavaillès ou Franc-Tireur avec le professeur d'histoire

Réunion de copains à l'Université de Strasbourg en 1942 avec des membres du Front de la Jeunesse d'Alsace (F.J.A.) - AP Pfohl © DR

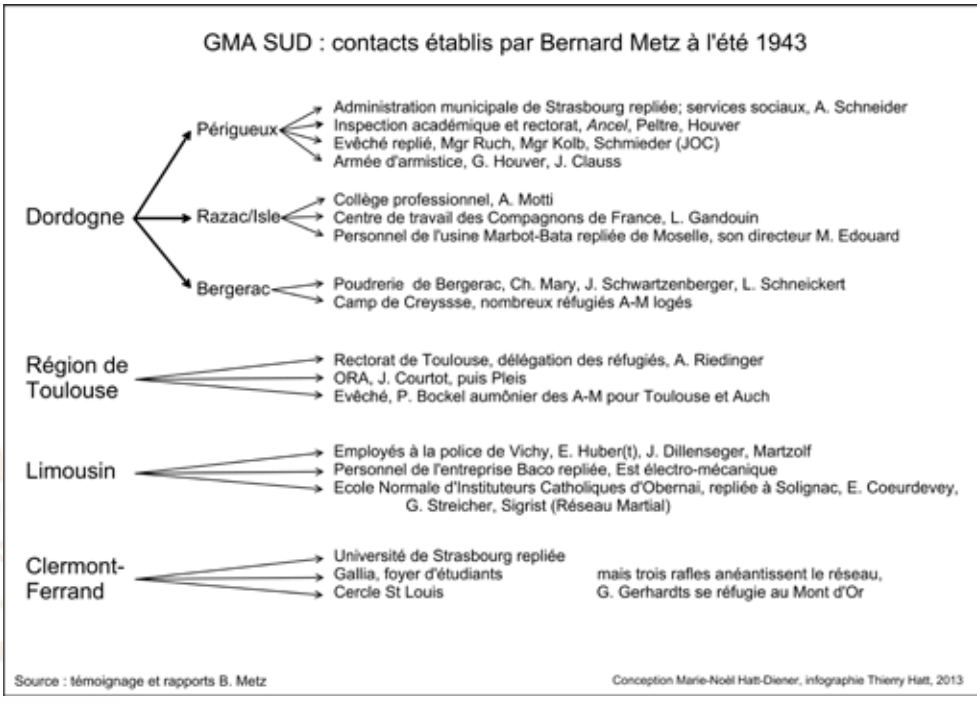
Marc Bloch. Ils imprègnent également le milieu étudiant que Jean-Paul Cauchi est chargé d'organiser. Après la diffusion de tracts et de journaux, des actions plus spectaculaires sont menées comme des attentats à l'explosif. En Alsace, les instituteurs Eugène Boeglin et Auguste Sontag de Wintzenheim s'engagent dans la Résistance communiste. Ils impriment et diffusent des tracts et des journaux clandestins. Que ce soit dans le Lot-et-Garonne, en Dordogne, à Clermont-Ferrand ou en Alsace annexée de fait par les nazis, de nombreux élèves et professeurs s'engagent dans des organisations spécialisées. Leur connaissance de l'allemand et leur capacité à comprendre et à transmettre des informations claires et vérifiées les amènent à être particulièrement ciblés par les réseaux de renseignements. Ainsi, les étudiants en médecine Roger Schaeffer et Alphonse Kienzler, de même que Jean-Paul Cauchi, adhèrent au réseau Mithridate. En Alsace, Clément Helfer s'engage dans le réseau de renseignements Kléber-Uranus dont le but est de recueillir des renseignements militaires, économiques et politiques sur l'Alsace annexée. D'autres intègrent l'Organisation de Résistance de l'Armée (ORA) comme François Martzolff et Henri Weilbacher, ancien étudiant de droit, ou l'organisation des Ardents comme les professeurs de Haguenau Raymond Klee et Alfred Klein. De par leur fonction, les enseignants peuvent également s'engager dans le sauvetage des élèves persécutés. Le proviseur Joseph Storck du lycée de jeunes garçons Gay-Lussac à Limoges camoufle de nombreux Alsaciens et Juifs recherchés et rédige de faux papiers[7]. Cet engage-

3. *Les Cahiers du Témoignage Chrétien* « Alsace et Lorraine – Terres Françaises » - Octobre-Décembre 1943. Édition clandestine élaborée sous la direction de Pierre Bockel. **4.** SCHNEIDER Camille, *L'Alsace, journal libre* – Édition manuscrite du Journal clandestin écrit et diffusé à Strasbourg du 11 novembre 1940 au 19 novembre 1944, Strasbourg, 1946, 41 pages. **5.** L'opération se poursuit jusqu'en 1943 : une grande partie des « Gergoviotes » s'engage alors dans la Résistance. **6.** Il n'y a jamais eu de billet de cinéma, il s'agissait de donner une aide financière et matérielle à un étudiant pourchassé par la *Gestapo* avant qu'il puisse rejoindre les maquis ou l'Espagne (ADBR - 1313 W 40). **7.** Comité Français pour Yad Vashem (Paris) : Joseph Storck est né le 26 août 1897 à Guebwiller (Haut-Rhin), dossier n°8086 - Juin 1998.

Jean-Paul Cauchi - AP Kleinmann © DR

ment dans des actions spécialisées ne doit pas effacer une action plus large et plus vaste notamment en Alsace annexée où les jeunes du Front de la Jeunesse d'Alsace (FJA), composé en grande partie d'étudiants inscrits dans des « universités nazies » à Strasbourg ou Heidelberg, se lancent dans l'aide à l'évasion ou la dénonciation de l'incorporation de force. Face à cela, d'autres se dressent individuellement comme Jean-Paul Kremer, ancien élève au *Matthias Grünewald Gymnasium*, qui décide de ne pas présenter le serment à Adolf Hitler lors de la cérémonie d'entrée au *Reichsarbeitsdienst* (RAD ou service du travail du Reich)[8]. En France de l'intérieur, ils sont nombreux à rejoindre l'action directe à travers les maquis, l'Armée secrète (AS), les Francs-Tireurs et Partisans (FTP) ou, plus tard, les Forces françaises de l'intérieur. Dans ce dernier cadre, les élèves de l'École normale d'Obernai repliée à Solignac (Dordogne) s'engagent dans les combats de la libération et certains meurent au combat comme Bernard Haller le 29 juillet 1944. L'étudiant en médecine Bernard Metz organise le GMA Sud qui devient, après la Libération, la Brigade indépendante Alsace-Lorraine (BIAL) dont le bataillon Strasbourg est commandé par l'instituteur Antoine Diener[9].

Cet engagement moral, intellectuel et actif dans de nombreuses formes d'opposition ou de résistance au nazisme va engendrer une forte répression tout au long de la guerre. En Alsace annexée tout d'abord où très rapidement les autorités nazies parviennent à démanteler les différentes organisations Légion C40 (octobre 1940), Main Noire (mai 1941) et Front de la Jeunesse d'Alsace (janvier 1943). Pourtant bien structurées, elles ne résistent pas aux méthodes de la SIPO-SD. Les deux dernières font l'objet de procès devant le *Sondergericht* en avril 1942[10] et le *Volksgericht* en juillet 1943. Les deux dirigeants sont condamnés à la peine de mort : Marcel Weinum et Alphonse Adam, alors étudiant à la faculté de lettres de l'université « nazie » de Strasbourg, et exécutés. Ces exécutions sont reprises dans la presse mettant en garde les volontés de s'opposer au nazisme. Beaucoup d'enseignants et d'élèves sont envoyés au camp de sûreté de Schirmeck dans le but d'être rééduqués. Les instituteurs Eugène Boeglin et Auguste Sontag y passent également avant d'être jugés par le *Volksgericht* en janvier 1943, condamnés à la peine de mort pour préparation à la haute trahison, et exécutés. La justice nazie est alors très expéditive car la période 1942-1943 se caractérise par une opposition importante des jeunes Alsaciens à l'incorporation de force dans la *Wehrmacht*. En 1944, les autorités tentent d'incorporer les officiers de réserve alsaciens dans l'armée allemande mais beaucoup refusent. Ces 42 opposants sont déportés en tant que *Nacht und Nebel* au camp de concentration de Neuengamme en Allemagne : 22 d'entre eux n'en reviendront pas, dont de nombreux instituteurs comme Jules Bollenbach et Antoine Matter. Cette répression est



Contacts établis par Bernard Metz à l'été 1943 - GMA-Sud © DR

8. *Le salut ne vient pas d'Hitler*, J.-P. Krémer, annotations de Stéphane Zehr, Calvin éditions, 2020, 264 p. **9.** Qui a participé aux combats de la libération en Dordogne sous le pseudonyme d'Ancel et en qualité de capitaine FFI. **10.** ADBR - 1243 W 253, Procès de la Main Noire devant le *Sondergericht* le 31 mars 1942 à Strasbourg, 62 pages.

tout aussi importante, notamment pour toutes celles et ceux qui se sont engagés dans des organisations spécialisées : Clément Helfer, Jean-Paul Cauchi, Raymond Klee, Alphonse Kienzler et Paul Blasy sont déportés dans l'univers concentrationnaire nazi et seuls les deux derniers en reviendront. Enfin, l'université de Clermont-Ferrand a été touchée par une double rafle des autorités nazies les 24-25 juin et 25 novembre 1943. La première cible le foyer étudiant de la Gallia après un attentat sur deux soldats allemands et la seconde l'université de Strasbourg repliée. De nombreuses personnes sont arrêtées à ces deux occasions, des étudiants, des professeurs mais également du personnel administratif, certains sont des résistants actifs, d'autres pas. L'objectif est d'imposer la terreur face à une institution que les autorités nazies considèrent comme un foyer de résistants. Citons ici le cas de Jacques Feldbau, jeune mathématicien prometteur de notre université et membre de la Résistance juive, arrêté lors de la rafle de la Gallia[11]. Ces deux rafles ne doivent pas faire oublier de nombreuses arrestations au cours des années 1943 et 1944 qui ont particulièrement touché l'université de Strasbourg repliée à Clermont-Ferrand. Ulysse et sa sœur Marie-Jeanne Baudry, étudiant à la faculté de médecine et étudiante à celle de lettres, sont arrêtés le 23 mars 1944 à Clermont-Ferrand et décèdent tous les deux dans l'univers concentrationnaire nazi. Ils avaient été expulsés d'Alsace par les autorités nazies en 1940. Les professeurs sont aussi clairement visés comme Paul Collomp, professeur à la faculté

Auguste Sontag avec les élèves de sa classe - AP Olff © DR

Plaque apposée au 14 rue de Rabanesse à Clermont-Ferrand © DR

de lettres, abattu lors de la rafle du 25 novembre 1943 et d'autres qui racontent leur parcours dans un livre-témoignage exceptionnel[12]. Le 22 novembre 1945, lors de la séance solennelle de rentrée, on fait l'appel des 72 morts au combat ou en déportation de l'université repliée alors connus. En fait, au moins 139 membres de l'université sont morts dans ces conditions. Pour son exceptionnel engagement, l'université de Strasbourg est décorée de la médaille de la Résistance française en 1947.

L'institution scolaire a ainsi permis l'émergence d'une opposition active, terreau d'un engagement dans des formes multiples de la Résistance en s'appuyant sur la localisation, les compétences mais également les liens forts qui unissaient les élèves et enseignants. Considérée comme une opposante à l'idéologie nazie, l'institution scolaire a été fortement encadrée en Alsace et surveillée en France de l'intérieur par les autorités nazies. La répression a été à la hauteur du statut de l'enseignant dans la société de l'époque. Pour faire un exemple, quoi de mieux que d'arrêter l'instituteur du village, véritable force morale et souvent impliqué et engagé dans la vie communale et associative, l'objectif étant d'insinuer la peur chez les éventuels opposants. Cette stratégie explique la politique répressive à l'encontre du monde de l'école qui était et demeure encore aujourd'hui un véritable foyer de résistance contre toutes les idéologies totalitaires. ■

Éric Le Normand,
professeur d'histoire-géographie et chargé de mission AERIA

Pour en savoir plus

BOPP Jean-Marie, *Histoire de l'Alsace sous l'occupation allemande*, Éditions Place Stanislas, 2011, 467p.
Collectif, *De l'université aux camps de concentration - Témoignages strasbourgeois*, Presses universitaires de Strasbourg, janv. 1989
Dévédérom multimédia « La Résistance des Alsaciens », AERIA, 2016
Les Cahiers du Témoignage Chrétien « Alsace et Lorraine – Terres Françaises » - Octobre-Décembre 1943. Édition clandestine élaborée sous la direction de Pierre Bockel.

11. Jacques Feldbau (1914-1945) mathématicien français, fut membre du réseau de résistants de la 6e EIF (Éclaireurs Israëlites de France) affilié à l'OJC (Organisation Juive de Combat). Il est déporté à Auschwitz et succombera le 22 avril 1945 à une marche de la mort après l'évacuation du camp. Michèle Audin : *Une histoire de Jacques Feldbau*, Éd. Société Mathématiques de France, 2012. **12.** Collectif, *De l'université aux camps de concentration - Témoignages strasbourgeois*, Presses universitaires de Strasbourg, janv. 1989.

LES CAFÉS D'HISTOIRE

LE SAMEDI 23 AVRIL 2022, 16H AU CIDH, SÉLESTAT

Art, mémoire et transmission

par Francine Mayran, psychiatre, peintre et céramiste

Témoigner de ces vies

© Francine Mayran

Peindre la mémoire

© Francine Mayran

Francine Mayran est née dans une famille juive strasbourgeoise. Elle exerce la profession de psychiatre.

Elle consacre son œuvre de peintre et de céramiste à la mémoire de la Shoah. Elle est influencée par Chaïm Soutine et Anselm Kiefer.

Depuis 2008, la mémoire de la Shoah et d'autres génocides (génocide tsigane, génocide arménien et celui des Tutsi au Rwanda) s'incarne dans ses peintures, céramiques et textes pour relier l'art et l'histoire, mémoires individuelles et mémoire collective.

Elle construit un parcours européen de mémoire avec près de 50 expositions depuis 2008, pour éviter l'oubli, éveiller les consciences et transmettre un espoir en l'avenir. Ses œuvres questionnent l'indifférence et interrogent les traces de la déshumanisation, pour rappeler que certains surent garder la valeur des droits de l'homme, que l'humain reste plus fort que l'inhumain et ne pas oublier la valeur précieuse de chaque vie humaine.

Pour la 20e commémoration du génocide des Tutsi au Rwanda, elle a créé 30 nouvelles œuvres accompagnées d'un livret « Après la Shoah on avait dit plus jamais ça… et pourtant » écrit à 4 mains avec des Tutsi rescapés.

Son exposition « Témoigner de ces vies » a ouvert la programmation « Mémoire Paris Neuf » dans le cadre de la mission mémoire de la Mairie du 9e.

L'exposition a été intégrée par Alexis Govciyan, responsable de la mission 2015 du CCAF, dans le programme des manifestations en Île-de-France du centenaire du génocide arménien 1915-2015. Trente nouvelles œuvres mémoire du génocide arménien ont été présentées, accompagnées du livret « 100 ans de déni ou le génocide des Arméniens ».

L'art est pour Francine Mayran un complément à l'histoire. Là où l'histoire informe, ses œuvres questionnent. Son objectif est de faire œuvre de transmission en honorant la mémoire des victimes et en maintenant vivant le message des rescapés. Elle veut éveiller les consciences en questionnant l'indifférence et en interrogeant les traces indélébiles de tout génocide, pour les rescapés, les descendants et l'humanité entière. Comme un passeur de mémoire, elle prend le relais des derniers témoins directs qui peu à peu s'éteignent, pour s'adresser à de nouveaux témoins, afin d'éviter l'oubli et sensibiliser au danger de répéter l'Histoire. Elle collecte des témoignages et des photos d'archive, traces objectives du passé, et les relie par une création personnelle comme dans un lien de descendance, pour que ces images restent et vivent et qu'elles deviennent des instants du présent.

Par des peintures de foule anonyme, elle questionne la responsabilité des hommes témoins de l'Histoire et la capacité individuelle à rester passif ou à devenir témoin actif. Par des portraits sur béton, elle transmet les mémoires individuelles et symbolise l'humanité des victimes, en leur rendant leur visage et leur nom. Avec des numérotations, elle symbolise les traces laissées par la barbarie chez les victimes, les descendants et toute l'humanité. Mais pour elle, l'humain reste toujours plus fort que l'inhumain. Par des portraits de Justes parmi les nations qui sauvèrent l'honneur de l'humanité, elle rappelle l'extraordinaire capacité de certains hommes à faire le Bien, représentant pour les générations à venir des lumières dans la noirceur du monde.

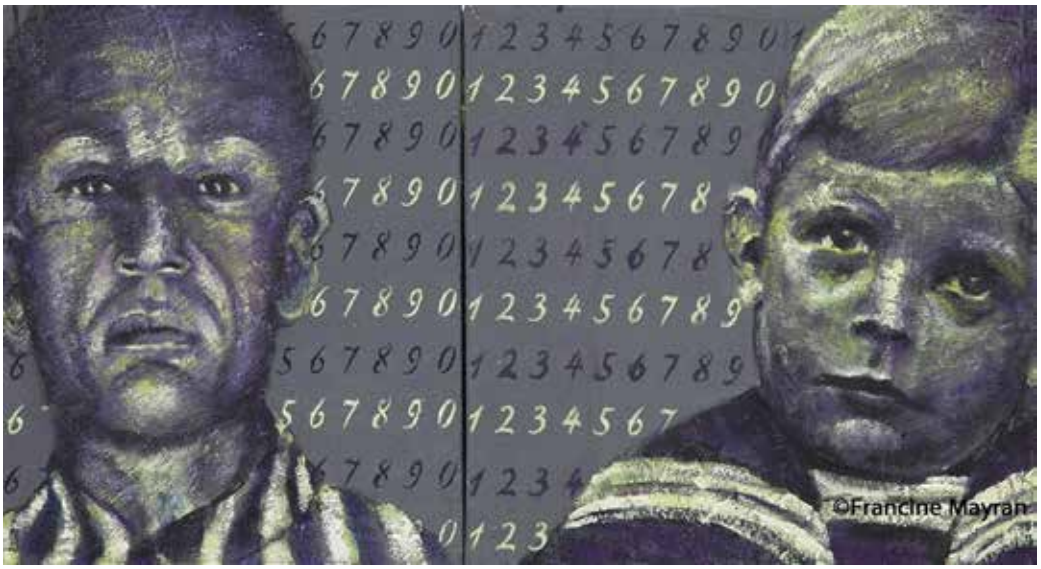
Son œuvre se veut être un message de vie, un espoir en l'avenir, rappelant à chacun la valeur des droits de l'Homme et la valeur inestimable de chaque vie humaine.

Francine Mayran intervient en milieu scolaire et élabore des projets pédagogiques afin que l'art au côté de l'histoire interpelle les jeunes, les rende conscients de la capacité de barbarie de l'homme civilisé, du danger de la négation de l'homme et du reniement de l'humanité et leur rappelle la dimension humaine de l'Holocauste pour qu'ils perpétuent à leur tour la transmission. Avec le Conseil de l'Europe, elle engage un travail avec des enseignants européens pour réfléchir à l'apport de l'art à la transmission de la mémoire.

Refusant la concurrence des mémoires, ses créations se veulent être un écho de la mémoire de toutes les victimes, des Juifs, des Tsiganes, des homosexuels, des résistants, des Témoins de Jéhovah ou encore des handicapés.

Ses peintures font partie de collections publiques (Musée de la Résistance d'Esch-sur-Alzette à Luxembourg, Centre de la Déportation et de Recherche sur l'Enrôlement forcé ou Gare Hollerich à Luxembourg, Mémorial de l'internement et de la déportation du camp de Compiègne, mairie de Boortmeerbeek en Belgique…) et illustrent des fiches pédagogiques réalisées par le Conseil de l'Europe, dans le cadre du programme « Transmission de la mémoire de l'Holocauste et prévention des crimes contre l'humanité ».

Son livre « Témoigner de ces vies – peindre la mémoire » est paru aux Éditions du Signe en 2012. ■



Des portraits de victimes pour rappeler le sens de l'Humain et refuser la barbarie © Francine Mayran

Simone Veil, Anne Frank, Élie Wiesel © Francine Mayran

Un grand merci aux communes du Haut-Rhin qui ont adhéré et qui soutiennent l'AMAM

Un grand merci aux communes du BAS-Rhin qui ont adhéré et qui soutiennent l'AMAM

Albé

Andlau

Barembach

Barr

Batzendorf

Bellefosse

Bietlenheim

Bitschhoffen

Blancherupt

Blienschwiller

Boersch

Boesenbiesen

Bootzheim

Bosselshausen

Bourgheim

Bouxwiller

Brumath

Châtenois

Cosswiller

Dahlenheim

Dambach-La-Ville

Dauendorf

Dehlingen

Diebolsheim

Diedendorf

Dorlisheim

Dossenheim Kochersberg

Dossenheim-sur-Zinsel

Drulingen

Drusenheim

Durningen

Durstel

Eckartswiller

Ergersheim

Ernolsheim-Lès-Saverne

Erstein

Eschau

Eschbourg-Graufthal

Ettendorf

Eywiller

Flexbourg

Fouday

Friesenheim

Froeschwiller

Gambsheim

Gottenhouse

Gottesheim

Gougenheim

Grandfontaine

Grassendorf

Gries

Haegen

Haguenau

Hangenbieten

Harskirchen

Heiligenstein

Herbsheim

Hindisheim

Hirschland

Hoerdt

Hurtigheim

Huttendorf

Illkirch Graffenstaden

Innenheim

Itterswiller

Kesseldorf

Kienheim

Kilstett

Kintzheim

Kirchheim

Knoersheim

Kolbsheim

Lalaye

Landersheim

Laubach

Le Hohwald

Lembach

Leutenheim

Lipsheim

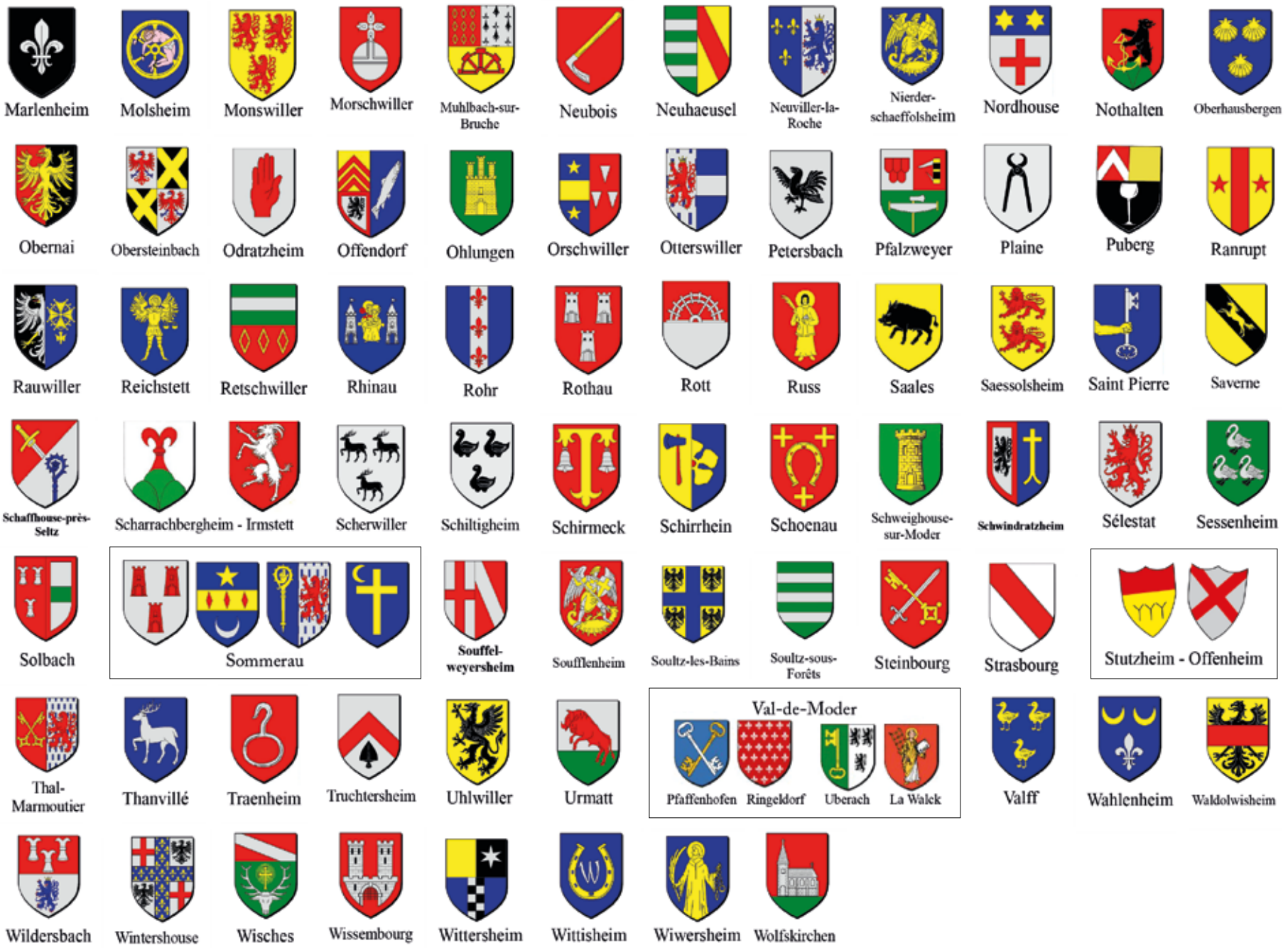
Littenheim

Lochwiller

Lupstein

Mackenheim

Marckolsheim


Marlenheim
Molsheim
Monswiller
Morschwiller
Muhlbach-sur-Bruche
Neubois
Neuhaeusel
Neuviller-la-Roche
Nierder-schaeffolsheim
Nordhouse
Nothalten
Oberhausbergen
Obernai
Obersteinbach
Odratzheim
Offendorf
Ohlungen
Orschwiller
Otterswiller
Petersbach
Pfalzweyer
Plaine
Puberg
Ranrupt
Rauwiller
Reichstett
Retschwiller
Rhinau
Rohr
Rothau
Rott
Russ
Saales
Saessolsheim
Saint Pierre
Saverne
Schaffhouse-près-Seltz
Scharrachbergheim - Irmstett
Scherwiller
Schiltigheim
Schirmeck
Schirrhein
Schoenau
Schweighouse-sur-Moder
Schwindratzheim
Sélestat
Sessenheim
Solbach
Sommerau
Souffel-weyersheim
Soufflenheim
Soultz-les-Bains
Soultz-sous-Forêts
Steinbourg
Strasbourg
Stutzheim - Offenheim
Thal-Marmoutier
Thanvillé
Traenheim
Truchtersheim
Uhlwiller
Urmatt
Val-de-Moder
Pfaffenhofen
Ringeldorf
Uberach
La Walck
Valff
Wahlenheim
Waldolwisheim
Wildersbach
Wintershouse
Wisches
Wissembourg
Wittersheim
Wittisheim
Wiwersheim
Wolfskirchen

Un grand merci aux communes de Moselle qui ont adhéré et qui soutiennent l'AMAM

Baronville

Courcelles Chaussy

Dieuze

Frauenberg

Gosselming

Haspelschiedt

Lelling

Obergailbach

Riche

Sarreguemines

Walschbronn

Willerwald

Woustwiller

Art, mémoire et transmission (suite)

En 2018 en France, Mireille Knoll, une femme de 85 ans est assassinée dans son appartement parisien parce que juive.
Le Colonel Beltrame a, dans une attaque terroriste, donne sa vie pour sauver celle d'un autre.

Mireille Knoll, le Colonel Beltrame © Francine Mayran

Francine Mayran devant des portraits et derrière des tableaux réalisés sur du plexiglas© DNA/F.Ernst

Publications

- Francine Mayran, *La Shoah et son ombre*. Strasbourg, Arthémon, 2009.
- Francine Mayran, *Témoigner de ces vies. Peindre la mémoire*. Éditions du Signe.
- Livre scolaire Français Terminales Pro éd. Foucher. Avril 2011.
- Recueil écrit par des lycéens de Compiègne. Juin 2011. *Un camp dans ma ville*.
- Isabelle Ligner. Livret commémoratif. *Linas-Monthery. Un camp d'internement familial en région parisienne pour les Tsiganes et les Gens du Voyage du 27 novembre 1940 au 21 avril 1942*. 2011.
- Marc Michiels et Marc van den Wijngaert. *Het XXste transport naar Auschwitz*. 2012
- Livre scolaire Français Troisième éd. Hachette. Avril 2012.
- Francine Mayran et Régis Schlagdenhauffen. *Les victimes du nazisme. Destins spécifiques*. Fiches pédagogiques. Éditions du Conseil de l'Europe. 2012.
- Livre-disque illustré pour les 5 ans du Mémorial de Compiègne. 2013.
- Cercle d'études de la déportation et de la Shoah. Amicale d'Auschwitz. Avril 2013. *Persécutions des Tsiganes*.
- Catalogue d'exposition du musée national de la résistance d'Esch sur Alzette. Mai 2013. *Between shade and darkness. Le sort des Juifs du Luxembourg de 1940 à 1945*.
- Francine Mayran. *Après la Shoah, on avait dit plus jamais cela… et pourtant !* Catalogue d'exposition pour la 20e commémoration du génocide des Tutsi au Rwanda. 2014
- Francine Mayran. *100 ans de déni ou le génocide des Arméniens*. Catalogue d'exposition imprimé par la mairie du 9e à Paris. Introduction par Delphine Burkli, maire du 9e et Alain Kremenetzky, délégué général d'Europe de la mémoire. Avril 2015.

CAFÉ D'HISTOIRE EXCEPTIONNEL DU JEUDI 5 MAI 2022 AU MICHEL,

Le Moyen-Orient en mutation / Témoignage d'un diplomate

par Denis Bauchard[1], ancien ambassadeur,
conseiller à l'Institut français des relations internationales

Denis Bauchard[1], ancien diplomate, a été en poste à Beyrouth en 1966 et en Jordanie entre 1989 et 1993. Nommé directeur au Quai d'Orsay en charge du Moyen-Orient, puis président de l'Institut du monde arabe et conseiller à l'Institut français des relations internationales (IFRI), il n'a cessé de s'impliquer dans cette zone stratégique pour la France. Il est l'auteur de nombreux ouvrages et articles sur le Moyen-Orient.

Alors que l'actualité est focalisée sur la guerre en Ukraine, cette rencontre me permet de rappeler que le Moyen-Orient reste une zone sensible et stratégique. Le chaos qui y règne depuis une vingtaine d'années est une source de préoccupation pour les pays de la région comme pour l'Europe, que la proximité géographique rend particulièrement vulnérables aux menaces qui en proviennent.

Il se trouve que les hasards de ma carrière administrative font que j'ai suivi de près à titre personnel ou professionnel les évènements du Moyen-Orient depuis plus de cinquante ans. Arrivé à Beyrouth comme attaché financier en 1966, dans un poste à caractère régional, j'ai eu depuis lors à traiter les dossiers relatifs à cette région au cabinet du ministre de l'économie et des finances puis comme ambassadeur en Jordanie, directeur Afrique du nord – Moyen-Orient, directeur du cabinet du Ministre, président de l'Institut du monde arabe, enfin à l'Institut français des relations internationales. Ainsi le livre que je viens de publier est à la fois un témoignage du métier de diplomate au quotidien et une analyse géopolitique de cette région du monde.

Le Moyen-Orient en 1966 : une région figée et sous influence

Au milieu du XX[e] siècle les pays du Moyen-Orient ne sont indépendants de droit ou de fait que de façon récente. Certains sont encore « sous protection ». Jusqu'à la fin des années 1940, le Shah d'Iran se faisait encore convoquer par l'ambassadeur britannique. L'Égypte n'acquiert une véritable indépendance qu'en 1952 avec l'arrivée au pouvoir de Nasser. Au Liban, l'ambassadeur de France jusque dans les années 1960 est un véritable proconsul. À l'époque l'armée jordanienne est encore commandée par un général britannique. Quant aux émirats et sultans du Golfe persique, ils sont dirigés par des *political agents* britanniques relevant d'un haut-commissaire résidant au Bahreïn. Les grandes sociétés pétrolières, les majors, exercent une emprise économique et politique aussi bien en Irak qu'en Iran ou dans les pays du Golfe persique et bénéficient de concessions dans des conditions léonines.

Sur le plan politique l'ordre règne. Sauf en Israël et au Liban, le pouvoir est aux mains d'autocraties monarchiques ou républicaines, avec des coups d'État parfois sanglants comme en Irak ou en Syrie. Il n'y a pas de véritable contestation. Le terrorisme est absent : quelques pays connaissent des guérillas circonscrites comme au Kurdistan irakien, au Yémen ou en Oman. Le mouvement palestinien a été certes structuré avec la création de l'OLP en 1964 mais est encore au stade de la rhétorique plus que de l'action. Celle-ci ne commencera à se développer qu'après la guerre de 1967. La sécurité régnait et j'ai pu aller de Beyrouth à Bagdad par la route en revenant par Mossoul et le nord de la Syrie sans prendre aucun risque.

Les interventions des grandes puissances extérieures restent fortes. Si l'influence britannique et française est en déclin, celle de l'URSS et des États-Unis est à son zénith. Le Moyen-Orient est un terrain où se joue également la guerre froide. L'URSS exerce un contrôle sur la Syrie, l'Irak, l'Égypte jusqu'au décès de Nasser et le Yémen du Sud tandis que les États-Unis s'affirment en Arabie saoudite, en Jordanie et en Iran et a regroupé ses obligés à travers le pacte de Bagdad.

1. Ancien ambassadeur, conseiller à l'Institut français des relations extérieures, IFRI, auteur de « Le Moyen-Orient au défi du chaos, un demi-siècle d'échecs et d'espoirs » », Maisonneuve & Larose/ hémisphères, 2021.

Moyen-Orient, Asie centrale © Ministère des affaires étrangères

Le développement de la région est encore rudimentaire s'agissant des grandes infrastructures – ports, aéroports, routes. Sauf au Levant, il y a plus de pistes que de routes. À l'exception de quelques pays – Israël, Turquie, Iran, Liban – les systèmes éducatifs sont encore embryonnaires, notamment au niveau du supérieur largement dominé par des établissements américains ou français. Certaines parties vivent encore au Moyen-âge comme dans les émirats du Golfe ou au sultanat d'Oman.

La France bénéficie encore d'une place favorable. Après l'expédition de Suez en 1956, tous les pays arabes de la région à part le Liban ont rompu les relations diplomatiques avec la France. Dès la fin de la guerre d'Algérie, le général de Gaulle veut renouer avec ces pays. Il reçoit ainsi le roi Hussein en 1964, le vice- président égyptien, le maréchal Amer en 1965, le roi Fayçal en 1967. Sa politique étrangère indépendante suscite intérêt et sympathie dans une région où l'influence des Grands est encore prégnante. Le discours de Phnom Penh en 1966 a un grand retentissement. La France a une excellente image et de nombreux pays renouent avec la France pour essayer d'échapper, tout au moins en partie, à un tête à tête pesant avec l'URSS ou les États-Unis.

Le Moyen–Orient en 2022 : une situation chaotique

Ce chaos est marqué par le nombre croissant d'États que l'on peut qualifier de « faillis ». Tel est le cas de la Syrie, du Liban, de la Libye, de l'Irak et du Yémen. Par-delà la diversité des situations, ils ont en commun l'impuissance des gouvernements légaux à étendre leur autorité sur leur pays encore aux prises avec des affrontements armés, larvés ou ouverts. Au mieux, les pouvoirs publics ne contrôlent qu'une partie d'un territoire qui, de fait, est fragmenté entre diverses factions rivales. Ces factions bénéficient de l'appui de gouvernements étrangers – Turquie, Iran, Russie, États-Unis, et certains pays européens notamment – qui leur fournissent financements et armement. Le rôle perturbateur de l'Iran est particulièrement significatif en Syrie, où l'on compte 20.000 combattants contrôlés par Téhéran. Le Hezbollah libanais constitue une force influente non seulement au Liban mais également en Syrie voire au Yémen. En fait la multiplication des milices dans de nombreux pays du Moyen-Orient est un défi pour les gouvernements. Si l'Iran joue un rôle important dans ce domaine, il n'est pas le seul : la Turquie comme la Russie n'hésitent pas à en former. En Libye, il y a pratiquement autant de milices que de villes importantes, la

Le roi Hussein de Jordanie et Saddam Hussein © DR

mal nommée Armée nationale libyenne n'étant en fait qu'une confédération de milices sous la vague autorité du maréchal Haftar. Les seigneurs de la guerre comme leurs combattants ont tout intérêt à poursuivre leurs tâches dans des pays par ailleurs sinistrés. Outre ces milices, des mercenaires regroupés dans des sociétés militaires privées, les SMP, jouent également un rôle actif. Les États-Unis les ont largement utilisées en Afghanistan comme en Irak. La Russie, pour sa part, a créé le groupe Wagner étroitement associé au Kremlin, et qui est présent aussi bien en Syrie qu'en Libye.

Sur le plan économique ces pays sont sinistrés, faisant face à de fortes pénuries de produits essentiels, à des infrastructures détruites ou endommagées et à des services publics – la santé, l'éducation notamment – le plus souvent défaillants. Dans tous les cas, ils sont victimes d'un désastre humanitaire qui incite notamment les jeunes à s'exiler. Selon un sondage récent, la moitié des Libanais seraient prêts à partir à l'étranger sans retour.

Par ailleurs la menace djihadiste demeure très forte. L'État islamique et al-Qaïda, bien que sur la défensive, restent présents et actifs. Certes, il y a une diminution statistique des attaques terroristes au Moyen-Orient comme dans le reste du monde ; le proto-État islamique a perdu le territoire qu'il contrôlait dans la partie nord-est de la Syrie et nord-ouest de l'Irak. De nombreux responsables ont été éliminés, dont les chefs historiques, Oussama Ben Laden et Abou Bakr al Baghdadi. Mais les combattants entrés en clandestinité sont nombreux. Al-Qaïda reste présent aussi bien en Syrie à travers Hayat Tahrir al-Cham, au Yémen comme en Afghanistan. L'État islamique a montré sa force lors de l'incident intervenu à la prison d'Hassaké en Syrie en février 2022. Ces mouvements gagnent en influence en dehors du Moyen-Orient, notamment au Sahel. L'Afghanistan des talibans, où le clan Haqqani, ancien protecteur d'al-Qaïda, joue un rôle important, risque de redevenir la base arrière des mouvements djihadistes comme dans le passé.

En outre les conflits en cours ou potentiels sont toujours présents. En fait le Moyen-Orient n'a pas cessé d'être en guerre civile ou internationale depuis plus de cinquante ans, avec des pertes importantes, qui se chiffrent sans doute à plus de quatre millions de morts. La guerre se présente sous différentes formes : en Syrie et au Yémen, elle se poursuit de façon asymétrique avec plus ou moins d'intensité ; Israël et l'Iran s'affrontent dans une guerre de l'ombre de plus en plus évidente et ouverte : cyberattaques, élimination de scientifiques et de cibles iraniennes en Syrie et en Irak. Un affrontement ouvert entre Israël et l'Iran qui viserait le territoire iranien lui-même n'est pas à exclure, que l'accord nucléaire de 2015 soit ou non renouvelé.

Gaza est considéré par Israël comme un « vivier de terroristes » où il faut « tondre le gazon », c'est-à-dire intervenir régulièrement. Les forces armées turques mènent une guerre qui ne dit pas son nom contre le PKK. En fait deux camps s'affrontent par procuration ou directement : un axe pro-occidental regroupant l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis, l'Égypte, Israël, soutenus par les États-Unis et certains pays européens, et un « Axe de résistance » regroupant l'Iran, le Yémen des Houthis, la Syrie, Gaza contrôlé par le Hamas, soutenu par la Russie. Entre les deux, la Turquie, le Qatar et l'Irak cherchent à maintenir une politique étrangère autonome.

Des lueurs d'espoirs ?

Malgré ce contexte inquiétant, quelques lueurs d'espoirs apparaissent

Les printemps arabes nés, par effet domino, à partir de la Tunisie en 2011 ont laissé penser que les pays du Moyen-Orient allaient s'acheminer vers la démocratie. En fait, toutes ces expériences, y compris en Tunisie qui a longtemps suscité beaucoup d'espoirs, se sont mal terminées. Elles ont débouché soit sur des guerres civiles comme en Libye et en Syrie, soit sur la répression comme en Égypte, soit sur une reprise en main au profit de réformes cosmétiques comme en Jordanie. Elles ont surtout fait émerger l'influence de l'islam politique. Les *hiraks* apparus au Liban, en Irak et en Algérie en 2019 ont pu faire croire à une relance des aspirations démocratiques mais celles-ci ont tourné court. De façon préoccupante, là où existaient des éléments de démocratie, comme en Turquie, on constate un retour en arrière. Cependant les germes de la démocratie se sont implantés et ont mis en péril les autocrates. Rien ne sera comme avant car ils peuvent conduire à terme à des réformes de gouvernance selon un calendrier encore incertain.

Ces aspirations aux réformes sont clairement encouragées par l'émergence d'une société civile partout au Moyen-Orient. Cette émergence est liée au progrès de l'éducation, en particulier au niveau de l'enseignement supérieur, avec une population de plus en plus urbanisée. Malgré l'existence de poches de pauvreté, le revenu par habitant s'est accru dans la plupart des pays. Cette société civile est également mieux structurée au sein d'organisations non gouvernementales qui touchent de nombreux domaines, y compris celui des droits de l'homme. Elle est mieux informée grâce à l'apparition de médias transnationaux plus ouverts, certains étant basés à Londres ou Paris, et de réseaux sociaux d'autant plus influents que le taux de connexion, notamment parmi les jeunes, est spécialement élevé. On notera également le rôle des femmes et les progrès réalisés pour réformer les statuts personnels qui, dans cette région, à l'exception de la Turquie, dépendent de la loi religieuse, quelle que soit la religion. Le fait que, généralement, la part des étudiantes dépasse celle des étudiants, y compris en Arabie saoudite et en Iran, confirme l'aspiration des femmes à s'affirmer dans des sociétés encore dominées par les hommes.

Enfin, malgré de fortes inégalités entre les pays pétroliers et les autres, un réel développement a eu lieu avec, sauf exceptions, un revenu par habitant en croissance nominale et même réelle. Une classe moyenne est apparue qui a accédé à la société de consommation. Certains pays sont entrés dans une phase de transition démographique tandis que d'autres – l'Arabie saoudite, l'Égypte, les territoires palestiniens – connaissent encore une croissance forte de leur population. Toute la zone s'est équipée d'infrastructures routières, portuaires et aéroportuaires modernes tandis qu'elle se dotait en même temps de systèmes éducatifs et hospitaliers qui restent encore à améliorer et compléter.

Cependant cette zone ne connaît pas de véritable puissance économique sauf Israël sur le créneau des hautes technologies ou la Turquie à l'économie diversifiée. L'Iran a tous les atouts pour devenir une puissance émergente, mais sa médiocre gouvernance qui s'ajoute aux sanctions subies depuis la création de la République islamique, ne lui a pas permis d'accéder à ce niveau.

En revanche, les pays du Golfe sont devenus de véritables puissances financières à travers leurs fonds souverains qui interviennent de façon active sur les marchés de capitaux. Ils ont pris des participations parfois importantes dans de grandes sociétés multinationales américaines ou européennes. Au total, ces fonds, détenus essentiellement par Abu Dhabi, le Koweït, le Qatar, l'Arabie saoudite et Dubaï, représentent près de 2.500 Mds/$. Après une période difficile coïncidant avec la baisse des prix du pétrole entre 2014 et 2021, ils connaissent actuellement une période d'euphorie qui pourrait se prolonger.

Cependant cette évolution est soumise à des aléas. Tous les pays de la région sont fragiles aussi bien en termes politiques qu'économiques ou sociaux. En effet, la guerre en Ukraine risque d'avoir des conséquences déstabilisatrices sur certains d'entre eux, notamment ceux qui, comme l'Égypte, sont très dépendants des importations de blé ou de matières premières de Russie et d'Ukraine. Par ailleurs, il va de soi que ces éléments d'optimisme ne sont guère valables pour les pays faillis dont l'avenir, à court ou même à moyen-terme, reste sombre.

Comment expliquer cette situation chaotique dont on ne voit pas encore la fin malgré quelques lueurs d'espoir ?

Des éléments déstabilisateurs

Des facteurs internes ont joué un rôle essentiel

La mal-gouvernance est la chose la mieux partagée au Moyen-Orient. La grande majorité des régimes, qu'ils soient républicains ou monarchiques, sont accaparés par des familles qui ont le monopole du pouvoir et s'appuient sur des services de renseignement et une armée qui ont plus une fonction de sauvegarde du pouvoir que celle d'assurer la sécurité vis-à-vis de menaces extérieures. Ils sont fondés sur le népotisme et le clientélisme, et le plus souvent pratiquent une gestion économique calamiteuse assortie de corruption. Au début des années 2000, les rapports publiés par le Programme des Nations unies pour le développement, le PNUD, sur le développement humain dans le monde arabe, avaient bien analysé les raisons qui en faisaient, parmi les autres régions du globe, la moins performante aussi bien en termes économiques que sociaux, qu'il s'agisse des indicateurs en termes de croissance, d'emploi, de la place de la femme dans la société, d'indice de développement humain. Seuls les pays du Golfe, dont les moyens financiers sont considérables, échappent à ce diagnostic sévère du PNUD, mais leur prospérité reste fragile car, malgré des efforts de diversification, elle est fondée sur les hydrocarbures. En dehors des pays arabes, la Turquie et Israël ont un bilan économique plus positif.

Comme on l'a vu, la montée en puissance de l'islam salafiste et de sa perversion, le djihadisme, est à la fois une cause et une conséquence de cette mal-gouvernance. Après l'échec du nationalisme arabe, le slogan « l'islam est la solution » n'a pu devenir la panacée qui aurait permis de surmonter les difficultés économiques et sociales du Moyen-Orient.

Les révolutions manquées des printemps arabes et des *hiraks* ont contribué par leur incapacité à mettre en place un nouvel ordre plus démocratique, à déstabiliser une région aux structures étatiques et administratives déjà faibles. Le plus souvent elles ont dégénéré en violences répressives voire en tragédie comme en Syrie. Leur impact économique a été désastreux et s'est traduit par des récessions, une diminution des recettes en devises liée à la chute du tourisme et l'attentisme des investisseurs aussi bien nationaux qu'étrangers. Le cas de la Tunisie est à cet égard édifiant. Sur le plan social, les troubles engendrés par ces révolutions manquées ont aggravé les difficultés. Elles ont créé dans certains cas un vide politique dans lequel se sont engouffrés les combattants djihadistes, et ont provoqué une forte pression migratoire, notamment vers l'Europe, comme on a pu le constater en Syrie, au Liban, en Irak ou en Libye.

La tragédie syrienne vue par un humoriste © DR

En fait la politique menée par les puissances régionales non arabes depuis plus de trente ans a contribué à une déstabilisation de la région.

Parmi les éléments déstabilisateurs, il faut citer tout d'abord la création de la République islamique d'Iran en 1979 et la politique d'influence qu'elle a promue à travers l'ensemble du Moyen-Orient. Dès son arrivée au pouvoir, l'imam Khomeiny en proclamant sa volonté d'exporter la révolution, s'est posé en rival de l'Arabie saoudite pour le leadership religieux dans le monde musulman et a contribué à l'islamisation des sociétés moyen-orientales. De même, en voulant créer un « axe de la résistance » en opposition à « l'impérialisme américain et sioniste », les autorités iraniennes ont participé à l'accroissement des tensions et à susciter un clivage politique autant que religieux au Moyen-Orient. De fait, elles ont poursuivi la politique du shah soucieux d'assurer la sécurité du pays et de faire du Golfe une aire d'influence « persique ». L'Iran a amplifié cette politique après le traumatisme provoqué par l'agression de Saddam Hussein et la guerre qui s'en est suivie. Pour assurer sa sécurité, il a mené une politique opportuniste qui a exploité les erreurs des États-Unis qui, avec leur intervention en Irak en 2003, lui ont fait un double cadeau : le débarrasser de son principal ennemi et mettre en place à Bagdad un gouvernement chiite. Par-delà l'Irak, profitant également des occasions, l'Iran a étendu son influence jusqu'à la Méditerranée et la mer Rouge, en Syrie, au Liban, en Palestine et au Yémen. Par l'intermédiaire des milices chiites qu'il arme et finance, l'Iran est devenu un acteur majeur du Moyen-Orient arabe. L'évolution du centre de gravité de la politique intérieure iranienne vers les éléments les plus conservateurs ne peut que favoriser une telle politique. L'Iran est devenu pour de nombreux pays arabes une menace que l'accord sur le nucléaire, à

supposer qu'il soit enfin signé, ne réduira pas de façon significative.

La Turquie, pour des raisons différentes, a été aussi un pays perturbateur dans la région. De puissance docile au leadership américain, elle s'est engagée dans un aventurisme militaire qui dépasse le seul Moyen-Orient, comme en témoigne son intervention en Azerbaïdjan. Malgré les purges faites par le président Erdogan, l'armée turque reste parmi les mieux armées, les plus efficaces et les plus actives de la région. S'appuyant sur une industrie d'armement productrice notamment de drones, elle intervient tous azimuts, en Syrie, en Irak, en Libye pour assurer sa sécurité – éviter notamment un Kurdistan sur son flanc sud – et étendre son influence. Cette politique s'exerce également dans le domaine économique et culturel. Elle entretient avec les États-Unis des relations de plus en plus conflictuelles et revendique son autonomie stratégique en s'appuyant sur une opinion publique très nationaliste. Elle n'hésite pas à développer avec la Russie, dans le cadre d'une *Realpolitik*, un partenariat malgré des désaccords sur certains dossiers, pour affirmer son influence sur l'est méditerranéen.

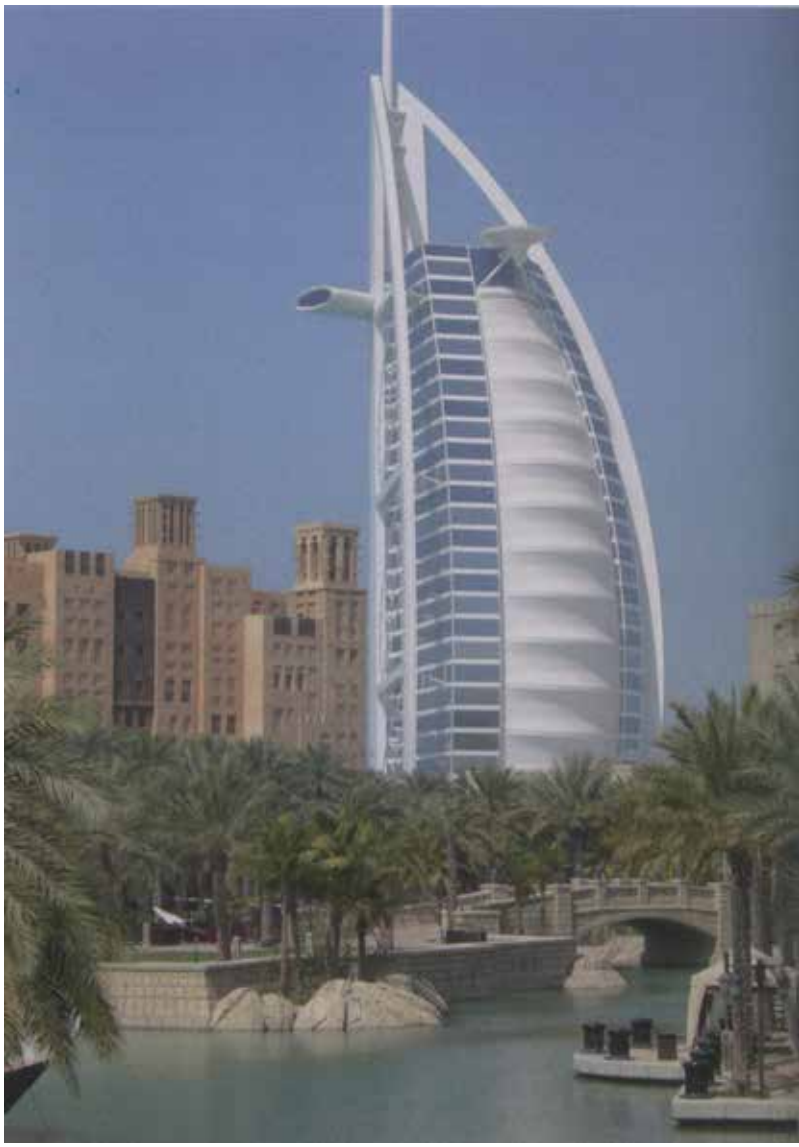
Quant à Israël, longtemps isolé et sur la défensive, il est devenu un acteur très actif. Certes la question palestinienne n'est toujours pas résolue. Mais Israël considère qu'il s'agit d'un conflit de basse intensité, rejette la solution des deux Etats et mobilise ses efforts pour contrer la « menace existentielle » que représenterait l'Iran. Ainsi de la défensive, il est passé à l'offensive en visant des cibles iraniennes en Syrie voire en Irak ou certains de ses « proxys » comme le Hezbollah. En fait, il mène une guerre de l'ombre très efficace contre l'Iran, y compris sur son propre territoire. Dans le même temps, il a consolidé sa position diplomatique en normalisant, à travers les accords d'Abraham, ses relations avec les EAU, Bahreïn, le Soudan et le Maroc.

Un basculement géopolitique

Depuis le début des années 2000, le Moyen-Orient a connu un basculement géopolitique avec un recul marqué de l'influence des pays occidentaux au profit de la Russie et de la Chine.

On a vu comment l'intervention américaine de 2003 avait ouvert la porte à l'influence iranienne. Par ailleurs, la dissolution par le proconsul Paul Bremer de l'armée et du parti Baas a nourri une opposition armée dont al-Qaïda, puis l'État islamique ont pris la tête. L'absence de réaction du président Obama en août 2013 aux attaques chimiques du régime syrien, alors que la ligne rouge qu'il avait lui-même fixée avait été franchie, a gravement endommagé la crédibilité des États-Unis. Le désengagement initié par ce même président vers le pivot du Pacifique en vue de contrer la montée en puissance de la Chine a été confirmé par ses successeurs, qu'il s'agisse de Donald Trump ou Joe Biden, laissant le champ libre à la Russie et à la Chine. Dans le même temps, les pays européens, notamment la France, voyaient leur influence diminuer avec l'échec des printemps arabes et une intervention en Libye aux effets déstabilisateurs aussi bien en Méditerranée qu'au Sahel.

La Russie du temps des tsars puis de l'URSS s'est toujours intéressée au Moyen-Orient où son influence s'est ancrée à l'époque de la guerre froide, notamment en Égypte, en Syrie, en Irak et au sud du Yémen. Après la décennie noire des années 1990, la Russie a affirmé sa présence non seulement dans les pays où elle était traditionnellement influente mais aussi dans des pays avec lesquelles les relations étaient plutôt froides voire hostiles. Avec l'Iran, elle a profité du fait que le pays



Dubaï, Burj al Arab, 2011 © DR

était soumis à de dures sanctions pour nouer des relations étroites, y compris dans le domaine militaire. La relation avec l'Arabie saoudite du roi Salman s'est fortement développée d'autant plus que Mohamed Ben Salman était ostracisé par de nombreux pays à la suite de l'affaire Khashoggy. Pour la première fois un souverain saoudien est allé à Moscou et un véritable partenariat dans le domaine pétrolier s'est établi dans le cadre de l'OPEP. L'Égypte du président al-Sissi a renoué des liens distendus depuis la disparition de Nasser, y compris dans des domaines sensibles comme l'énergie nucléaire et la coopération militaire. Quant à Israël, on est passé d'une relation de méfiance à des liens étroits, avec l'arrivée dans les années 1990 de près d'un million de Russes après l'écroulement de l'URSS. Ces évolutions expliquent que la Russie a bénéficié d'une sympathie bienveillante lors de l'invasion de l'Ukraine. Ces pays n'ont pas caché qu'ils n'entendaient pas se joindre aux sanctions définies par les États-Unis ou l'Europe.

Enfin la Chine a posé ses pions en installant à partir du début des années 2000 une présence économique de plus en plus évidente. Elle est devenue le principal ou l'un des principaux partenaires économiques aussi bien de l'Iran que de l'Arabie saoudite, des EAU, de l'Irak ou de l'Égypte. Cependant, cette présence se double, depuis la publication en 2016 du *China's policy paper* et l'arrivée au pouvoir de Xi Jinping, de la volonté d'affirmer une influence politique. La tournée effectuée au Moyen-Orient par le président chinois en 2016, la multiplication des visites à Pékin de responsables arabes et iraniens, la nomination d'un envoyé spécial chinois, l'établissement d'une base militaire à Djibouti sont autant de signes du double intérêt de la Chine pour cette région, auquel s'ajoute le projet éminemment politique de la Route de la Soie.

Ainsi le Moyen-Orient dont la situation chaotique risque de se prolonger reste une zone stratégique où les influences vont continuer à se croiser et s'opposer en 2022. Il est peu probable que les États-Unis, malgré leur priorité en direction du Pacifique, puissent s'en désintéresser. Mais les évolutions constatées depuis le début du XXIe siècle laissent penser que l'on assiste à une véritable mutation de cette région au détriment des intérêts des pays occidentaux. ■

Denis Bauchard,
ancien ambassadeur

SAMEDI 18 JANVIER 2020

MONDE

MOYEN-ORIENT Conflit

Iran : Khamenei ferme face aux « ennemis »

Le guide suprême d'Iran Ali Khamenei a maintenu vendredi une attitude résolue contre les Occidentaux, et laissé entendre que les manifestations antipouvoir survenues après une catastrophe aérienne n'étaient pas représentatives de l'ensemble du peuple.

« La nation iranienne a montré qu'elle soutient la résistance, pas la soumission. Ceux qui essaient de montrer autre chose à l'opinion mondiale et au peuple d'Iran à propos de la grande nation iranienne ne sont pas honnêtes avec le peuple. » Ultime décideur dans les principaux dossiers de la République islamique, l'ayatollah Khamenei s'en est particulièrement pris aux Européens, accusés d'être les « valets » des États-Unis, au regard du dossier nucléaire, lors de son prêche vendredi à la mosquée Mosalla de Téhéran.

Le sermon de Khamenei a été coupé à de nombreuses reprises par les slogans « Mort à l'Amérique » et « Mort à Israël », scandés par la foule, qui débordait largement de la mosquée sur l'esplanade alentour.

Au début du mois, les États-Unis et l'Iran ont paru à deux doigts de l'affrontement militaire direct. Le 3 janvier, les États-Unis ont tué dans une attaque de drone à Bagdad, le général iranien Qassem Soleimani, un dirigeant des Gardiens de la Révolution, armée idéologique de l'Iran : « Ils l'ont tué largement et lâchement et l'ont reconnu : cela a causé le déshonneur de l'Amérique », a dénoncé le guide suprême iranien.

Un « accident amer »

Cinq jours plus tard, le 8 janvier, l'Iran a tiré des missiles sur deux bases abritant des Américains en Irak. Contrairement à ce qu'annonçait Trump, 11 soldats américains ont été blessés dans l'attaque, comme l'a reconnu l'armée américaine. Le même jour, l'Iran a abattu « par erreur » un Boeing d'Ukraine International Airlines, quelques minutes après son décollage de Téhéran. La catastrophe a fait 176 morts, majoritairement iraniens et canadiens. Vendredi, le Premier ministre canadien Justin Trudeau a appelé l'Iran à envoyer les boîtes noires de l'avion en France. Cette catastrophe est un « accident amer » qui « a brûlé notre cœur », a déclaré Ali Khamenei. « Mais certains ont essayé de (l'utiliser) de façon à (faire) oublier le grand martyre et sacrifice » de Soleimani.

Louant l'action de Soleimani en dehors des frontières du pays pour la « sécurité » de la nation iranienne, l'ayatollah Khamenei a affirmé que le peuple iranien était en faveur de la « fermeté » et de la « résistance » face aux « ennemis ».

Ali Khamenei dirigeait vendredi la grande prière hebdomadaire musulmane, pour la première fois depuis huit ans. Photo AFP

« Ces quelques centaines de personnes qui ont insulté le portrait du général Soleimani, est-ce là le peuple d'Iran ? Ou ces foules de millions de personnes dans les rues ? »

Ali Khamenei, lors de son prêche vendredi

© *Le Monde, AFP*

Oui aux patriotes, non aux nationalistes !

Discours prononcé par Jean-Joseph Feltz à Wattwiller lors de la cérémonie en mémoire des Malgré-elles et des Malgré-nous , le 25 août 2022

Par les clauses de l'armistice du 22 juin 1940, l'Alsace-Moselle n'est pas annexée de droit et la population reste des citoyens français. Pourtant, le Gauleiter Wagner n'aura de cesse d'œuvrer à la « regermanisation » (*die Rückdeutschung*) et à la nazification (*die Gleichaltung*) de l'Alsace-Moselle. Le 8 mai 1941, devant la réticence des Alsaciens à intégrer volontairement le service du travail (*der Reichsarbeitsdienst*), celui-ci devient obligatoire. Neuf classes d'âge pour les garçons et quatre pour les filles sont concernées dans un premier temps par le RAD, soit environ 70 000 jeunes hommes et femmes.

Quinze mois plus tard, le 25 août 1942, est décrétée par Wagner l'incorporation de force dans la Wehrmacht. Cette incorporation est l'ultime étape du processus d'intégration de l'Alsace au III[e] Reich : il est décidé dès le 9 août 1942 l'attribution de la nationalité allemande aux futurs incorporés de force, au nom de raisons raciales faisant des Alsaciens des *Volksdeutsche*. Ainsi sont contournées les règles du droit international et les clauses de l'armistice de juin 1940. Dans un premier temps, l'*OberKommando der Wehrmacht*, jugeant les Alsaciens suspects et peu fiables, s'était opposé à cette incorporation. Mais, pour pallier les pertes subies par la Wehrmacht notamment sur le front de l'Est, il lève son interdiction dès décembre 1942.

Les mesures coercitives se multiplient, devant la résistance des Alsaciens. Le 10 septembre 1942 est prise la décision de transplanter à l'intérieur du Reich les familles des conscrits qui ne donnent pas suite à la convocation sous les drapeaux. Au printemps 1943, la multiplication des incidents lors de l'incorporation entraîne une intensification de la répression. Le 19 juin 1943, le haut commandement allemand met en place des dispositions spéciales à l'égard des Alsaciens mobilisés (suppression des permissions, emploi exclusif sur le front de l'Est, interdiction d'accéder aux services de transmission et à l'aviation). Le 20 août 1943 entre en vigueur une circulaire codifiant le transfert (*die Umsiedlung*) des familles de réfractaires. À l'automne 1943, la mobilisation est étendue aux classes 1908 à 1913, obligeant ainsi soldats et officiers alsaciens ayant combattu en 1939-1940 contre l'Allemagne à se retourner contre leur patrie. Le 1[er] octobre 1943 est prise une ordonnance prévoyant la déportation à l'intérieur du Reich des familles de déserteurs (*Sippenhaft*) avec incitation à la délation. Le gouvernement de Vichy officiellement se tait et ses (très) rares remarques à l'attention du gouvernement nazi et de l'armée allemande ne sont pas publiées, au nom de la politique de collaboration.

Environ 90% d'Alsaciens sont envoyés sur le front de l'Est. Ceux qui tentent de fuir sont abattus, internés au camp de Schirmeck ou incorporés dans la Waffen S.S.. Malgré les risques, environ un quart des effectifs concernés s'est soustrait à cette incorporation forcée, notamment en désertant sur le front Est. Ce sont 21 classes d'âge qui ont été concernées (de 1908 à 1928) soit environ 100 000 Alsaciens et 30 000 Mosellans 000 ont été blessés, dont 10 000 grièvement. L'Alsace-Moselle, en cumulant les morts de mai-juin 1940, les morts des incorporés de force et les morts des campagnes de 1944-1945, a payé à la guerre et au régime nazi et ses complices vichyssois le plus lourd tribut de toutes les régions françaises après la Normandie.

Au drame de l'incorporation de force va s'ajouter le drame des camps russes de prisonniers. De nombreux Malgré-nous désertent sur le front de l'Est et se rendent aux soldats soviétiques. Mais la singularité de leur situation n'est pas comprise et, comme les autres prisonniers, ils se retrouvent confrontés à la dure réalité des camps soviétiques : ils sont majoritairement regroupés dans le camp de Tambov à 350km au sud-est de Moscou. Les conditions de survie dans le camp de concentration sont épouvantables et la mortalité effrayante. Le débarquement du 6 juin 1944 permet certes à 1 500 hommes de quitter le camp le 7 juillet 1944 pour rejoindre l'Afrique du Nord, mais c'est le seul convoi avant la capitulation allemande. Les prisonniers peuvent servir de moyen de pression pour Staline et les autorités françaises libres, soucieuses de ne pas compromettre leurs relations avec Moscou, ne font pas du sort des Malgré-nous une priorité. À la fin de la guerre, le rapatriement s'opère lentement (7 convois en 1945, d'autres suivent en 1946 et en 1947, le dernier prisonnier ne rentre qu'en 1955).

Pourquoi se souvenir, quatre-vingts ans plus tard, du destin tragique des Malgré-nous, des Malgré-elles ? D'abord pour rendre honneur et justice à nos aïeux qui

durent combattre, et pour le tiers d'entre eux, mourir, sous l'uniforme détesté et ennemi. Ensuite, pour rompre un trop long silence sur ce drame, au nom de la réconciliation nationale, puis du rapprochement franco-allemand, certes nécessaire. Mais la construction de l'Europe ne signifie pas l'oubli de son histoire. Enfin, aujourd'hui plus que jamais, les atteintes aux droits de l'Homme, au droit de la guerre, ne peuvent plus permettre de taire les crimes commis au nom d'une idéologie raciste et xénophobe. Il n'y a pas de « guerre propre » et les populations civiles en sont toujours les premières victimes.

« Le ventre est encore fécond, d'où a surgi la bête immonde » écrivit Bertolt Brecht dès 1941. Aujourd'hui, avec les mêmes ressorts, parfois même plus subtils et avec des moyens autrement plus importants, bien des régimes antidémocratiques sont tentés, au nom du nationalisme, de l'intégrisme religieux, d'enrôler de force femmes et hommes, si ce n'est des garçons et des fillettes, à se battre pour des causes perdues. Si le patriote aime son pays, le nationaliste a la détestation des autres en lui. La paix est un bien précaire qui mérite et exige l'engagement de tous les jours.

Vive l'UNC ! Vive la République ! Vive la France ! ■

Jean-Joseph Feltz,
proviseur honoraire du lycée d'Altkirch,
chevalier de la légion d'honneur – officier des palmes académiques, vice-président de l'UNC Wattwiller,
lieutenant-colonel (réserve citoyenne)

Ce discours a été suivi par la lecture d'extraits de lettres d'Alsaciennes et d'Alsaciens enrôlés de force dans la Wehrmacht, la SS, la marine, la DCA ou d'autres formations (para)militaires. Ces extraits témoignent de leurs souffrances mais aussi de leur esprit de résistance face à l'oppression nazie qui obligea ces hommes et ces femmes à se battre contre leur pays, contre leurs idéaux, pour leurs oppresseurs.

Lettre d'Alphonse Lazarus du 25 juillet 1943, sur le front de l'Est.

Dans cette lettre, malgré la censure, Alphonse Lazarus décrit clairement l'état moral des troupes et de la population civile et prévoit, déjà en 1943, la défaite de Mussolini et d'Hitler.

« Ce matin, vers six heures moins le quart, il y avait la sainte messe et un sermon, mais il ne nous a pas beaucoup intéressé. (...) Quand on voit l'autel dont les pieds sont entourés du drapeau à croix gammée... (...) Hier, des permissionnaires sont de nouveau revenus du Reich et ont raconté que le moral est dans la merde là-bas, ils ont dit que jusqu'à fin août, la guerre serait finie, et ils ont également dit comme elle se terminerait. Et quand quelqu'un prétend le contraire, il est battu ou on l'injurie. (...) L'état de guerre, Hitler n'y est que jusqu'aux genoux (...) debout sur Mussolini qui est déjà complètement dans l'eau. »

Alphonse Lazarus, originaire de Eschbach (Bas-Rhin) est mort en Ukraine le 2 octobre 1943.

Lettre de Joseph Muller du 25 juillet 1943, d'Ingoldstat en Bavière.

Dans cette lettre, Joseph Muller exprime la peur de tous les enrôlés de force d'aller devoir se battre en Russie, le front le plus meurtrier de la guerre.

« Ce matin, dix Alsaciens-Lorrains sont partis pour Hambourg. Ils seront versés dans la Marine. J'aurais bien aimé partir avec eux, car ils suivront encore une fois une nouvelle formation qui durera sans doute deux mois (retardant ainsi le départ pour le front). (...) J'espère que ces conneries auront bientôt une fin. »

Joseph Muller est mort au front en Roumanie, le 14 avril 1944.

Lettre de Robert Meyer du 4 avril 1944, de Wismar en Allemagne.

Dans cette lettre, Robert Meyer exprime clairement son désir de voir les Allemands être tués, détruits.

« Maintenant, l'heure a sonné (...) car j'ai reçu tous les vêtements d'hiver en fourrure. Sûrement que nous allons vers le Grand Nord (...) ou dans les montagnes des Carpates. (...) Patrie : quand te reverrais-je ? J'espère que c'est sous peu et qu'ils vont bientôt crever (verräcken dans le texte) ». Il termine sa lettre en français : « On les aura les Schleus ».

Robert Meyer pourra revenir à Wihr-au-Val (Haut-Rhin) à l'été 1945.

Lettre de René Sorgius du 30 avril 1944, du Sud de la France.

Dans cette lettre, René Sorgius indique clairement la tentation des Alsaciens-Lorrains de déserter quand ils sont affectés sur le front occidental ; confirmant ainsi pourquoi les nazis se méfiant des Alsaciens-Lorrains, préférant les envoyer sur le front russe, tombeau des troupes allemandes.

« Depuis que nous sommes ici, nous avons déjà eu, deux fois durant la nuit, une alerte aérienne. Trois fois par semaine, nous avons une permission de sortie : mercredi, samedi, dimanche. Nous allons au moins

une fois par semaine au cinéma ou au théâtre de variétés. En ce moment, il nous est interdit de sortir, car quelques-uns de notre bataillon ont décampé et ne sont pas revenus à ce jour, donc ils ont déserté. »

René Sorgius a été incorporé de force dans la RAD (*Reichsarbeitdienst*) le 4 octobre 1943 puis dans la Waffen-SS le 8 février 1944. Il est tué en Normandie le 7 juillet 1944.

Lettre de Pierre Constans du 19 mai 1944, sur le front roumain.

Dans cette lettre, Pierre Constans pose clairement la question de la mort, pour quel idéal, pour quelle patrie ? En tout cas, le Reich n'est pas sa patrie, puisqu'en parlant du Reich et des Allemands, Pierre parle « d'eux » et non de « nous ».

« On ne savait pas que c'était si bien à la maison et maintenant, il faut donner sa vie. Et on ne sait pas pour qui, et pourquoi tant d'Alsaciens doivent être tués. Ainsi, certains n'ont déjà plus le droit de rentrer vivants dans leur chère patrie quand la guerre sera finie. Je ne pense pas que ce sera pour cette année, certainement veulent-ils encore la faire en hiver (...) Aujourd'hui, j'ai entendu dire que 4 000 hommes recrutés pour combler les pertes de notre division étaient en route. (...) J'ai aussi entendu que nous irons en Italie (...) Ce ne doit pas être beau là-bas non plus, ils reculent aussi. »

Pierre Constans mourra à Vienne le 29 septembre 1944, suite à ses blessures sur le front en Roumanie.

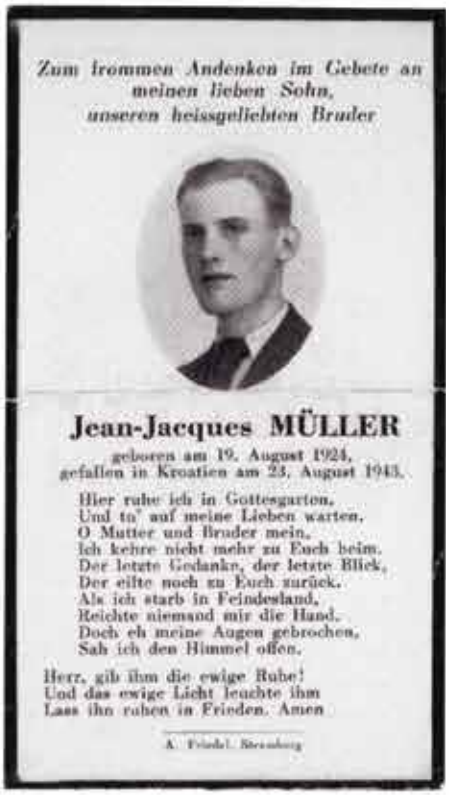
Lettre de Marguerite Karlen du 10 novembre 1944, de Saxe-Anhalt.

Dans cette lettre, Marguerite Karlen décrit l'incorporation de force des Alsaciennes, d'abord dans la RAD puis comme auxiliaire de l'armée de l'air, en fait artilleuse dans une batterie de la DCA du 6 juin 1944 au 2 mai 1945. De vrais soldats donc !

« Comme vous le voyez, nous sommes devenues de vrais soldats. (...) Nous avons reçu nos habits de soldats. (...) Nous voilà parées et congédiées vers l'emplacement du canon. (...) Maintenant, on peut vraiment se rendre compte de ce que subissent les dolats en hiver. (...) Partout, de la boue, de la saleté. (...) Les gens ici (...) sont protestants et croient au Führer (...), tout a l'air triste. La nuit, on pense à tout cela et on se rend compte qu'on est soldat. La semaine prochaine, il y a instruction avec formation de tir avec des fusils français. »

Marguerite Karlen rentrera à Staffelfelden le 22 mai 1945. ■

Textes choisis par
Laura Kirschberger, *étudiante en droit*,
Jean-Joseph Feltz, *proviseur honoraire*,
textes lus par
Laura Kirschberger, *étudiante en droit*


Zum frommen Andenken im Gebete an
meinen lieben Sohn,
unseren heissgeliebten Bruder

Jean-Jacques MÜLLER

geboren am 19. August 1924,
gefallen in Kroatien am 23. August 1943.

Hier ruhe ich in Gottesgarten,
Und tu' auf meine Lieben warten,
O Mutter und Bruder mein,
Ich kehre nicht mehr zu Euch heim.
Der letzte Gedanke, der letzte Blick,
Der eilte noch zu Euch zurück.
Als ich starb in Feindesland,
Reichte niemand mir die Hand.
Doch eh meine Augen gebrochen,
Sah ich den Himmel offen.

Herr, gib ihm die ewige Ruhe!
Und das ewige Licht leuchte ihm
Lass ihn ruhen in Frieden. Amen

A. Friedel, Strassburg

Zum frommen Andenken an

MARZELL FISCHER

geboren am 3. Januar 1921
in Rosenweiler,
gefallen am 2. Dezember 1943
bei Smolensk-Orscha (Russland)
Er ruht auf einem Heldenfriedhof
bei Orscha.

Ach, es ist ja kaum zu fassen,
Dass du nie mehr kehrst zurück,
Musstest uns so früh verlassen,
Du unser allerhöchstes Glück.
Ein jeder, der dich hat gekannt,
Und auch dein treues Herz.
Der drückt uns nur noch stumm die Hand
In diesem tiefen Schmerz.
Du gutes Herz, ruh' still in Frieden,
Ewig beweint von deinen Lieben!
Süsses Herz Jesu, gib ihm die ewige
Ruhe! K. Gyss, Oberehnheim

Zur frommen Erinnerung
Im Gebete an

Emil MODRY

geboren am 22. März 1925
in Rosheim
gefallen am 25. August 1944
in Russland

O Mutter und Geschwister mein,
Ich kehre nicht mehr zu Euch heim.
Mein letzter Gedanke, mein letzter Blick,
Er eilte noch zu Euch zurück.
Als ich starb im fernen Land,
Reichte niemand von Euch mir die Hand,
Doch eh' mein Auge war gebrochen
Sah ich schon den Himmel offen.
Tröste du, o Herr, meine Lieben
Und schenke mir den ewigen Frieden.

Er war so jung, er starb so früh
Wer ihn gekannt, vergesst ihn nie.

Barmherziger Jesu, gib ihm die ewige
Ruhe! K. Gyss, Oberehnheim

© Coll. I. Epp.

La rose et le stalag

Un camp de la mort sur la ligne Maginot © Histoire De Rouler

Nous sommes à Boulay-Moselle. Le témoin est âgé. Il parle à voix basse, monocorde. On discerne une intense émotion, voire une pointe d'effroi. « Ils arrivaient à la gare… Il en arrivait énormément. Des squelettes mal habillés, pieds nus en hiver. Il y allait à pieds, là-bas, au Ban-Saint-Jean. C'était terrible ! »

L'occupant avait fini par accepter que le spectacle était insupportable pour les témoins que nous étions. Qu'à cela ne tienne ; les autorités allemandes firent débarquer les prisonniers de nuit. Ils sont morts par milliers de toutes les misères.

Refaisons ce chemin. Il faut marcher 4 ou 5 kilomètres à partir de la gare de Boulay, élégant bâtiment bien restauré en résidence. On arrive alors dans ce que la Lorraine propose souvent, c'est-à-dire des petits déserts de campagne bucoliques entre prairies, bosquets, haies et forêts. Ces endroits préservés où, à l'écart des affaires du monde, il fait bon se promener. Bientôt, on ne sait plus très bien sur quelle commune on se trouve. Les habitants indiquent un terrain militaire qu'on finit par trouver.

À priori, rien que de très anodin. Il y a là des ruines perdues au milieu de la végétation sur une superficie d'environ 80 hectares. Une sorte de village fantôme dont on apprendra que les maisons ont été décalottées – un curieux terme qui, employé en architecture, veut dire que la charpente a été retirée – en 1992 pour éviter les squats inopportuns et les privatisations sauvages par des visiteurs profanateurs en quête d'intimité ou de sensations fortes.

Sur place, le président actuel, Bruno Doyen, de l'*Association franco-ukrainienne* accueille le visiteur. Nous sommes sur le site d'une zone de vie réservée, au début des années 30, aux militaires officiers et sous-officiers assurant l'encadrement des forts de la ligne Maginot. Les amateurs de patrimoine architectural pourront découvrir des bâtiments typiques de l'entre-

Gare de Boulay © Gérard Bonhomme et Bruno Doyen, Association franco-ukrainienne

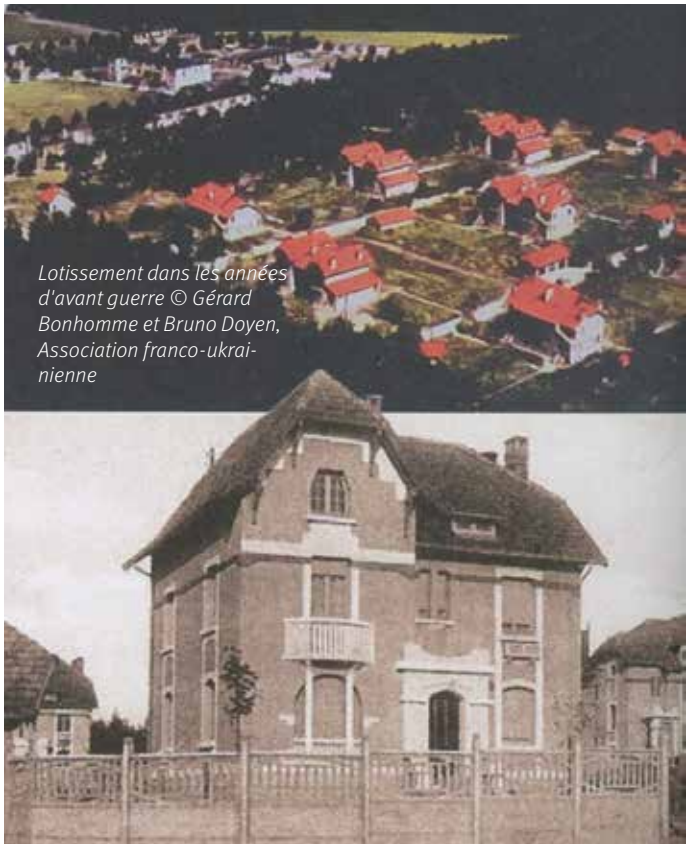
deux-guerres, très modernes pour l'époque. Ils ont été inaugurés par le président Lebrun en personne en 1937. La légende rapporte qu'en 1936, l'idée d'une rose dédiée à la ligne Maginot est née à l'occasion d'une réception chez Jean Paquel dans son château à Vittonville. C'était un horticulteur hors pair. Invité, le général Giraud, gouverneur militaire de Metz, parlait du peu d'attrait des ouvrages et casernements de sûreté de la ligne Maginot. Jean Paquel lui aurait lancé alors en forme de boutade : « Fleurissez-les, mon général, plantez des rosiers ! ». La plaisanterie n'était sans doute pas le genre du général, mais l'efficacité si. Très bien. En avant pour les roses ! Ainsi naît La rose de la ligne Maginot, association philanthropique dont la maréchale Lyautey va présider le comité d'honneur. Cette fleur prendra le nom de rose *Général de Vaulgrenant*. Plus de 8000 rosiers sont plantés dans quatre casernes de la ligne Maginot : Ban-Saint-Jean, Bockange, Zimming et Téting-sur-Nied.

De la rose au stalag

Après la capitulation française en 1940, le site a été brièvement abandonné pour être réoccupé par les Allemands. Il devient le Stalag XII F, un camp de prisonniers. Son détenu français le plus célèbre ? Le sergent François Mitterrand, peut-être avec son ami Roger Patrice-Pelat. Il n'y restera guère, s'évadant rapidement le 10 décembre 1941 de cet endroit qui ne semble pas particulièrement carcéral.

Mais que s'est-il passé ici lorsque les Allemands ont mis en service le Stalag XII F ? Que venaient faire des hommes venus de loin, misérables, en guenilles et affamés au milieu d'une forêt dans ce casernement pratiquement neuf, confortable, moderne et épargné par les combats ? Impossible de s'en faire une idée. Tout semble s'opposer à la compréhension de ce lieu. La nature elle-même semble s'acharner à rendre à la forêt cette friche qui intrigue et à effacer cette clairière par une végétation anarchique. Dans tous les cas, aucun déporté n'a enménagé dans une quelconque villa.

Sans l'aide des bénévoles de l'Association franco-ukrainienne, impossible de savoir que dans ce lieu s'est concrétisée l'idéologie la plus terrifiante du XX^{e} siècle. La suprématie aryenne s'est traduite ici par ceux que les nazis considéraient comme des sous-hommes. Le jargon de l'époque est implacablement précis pour dire les choses telles qu'ils les pensaient. Mais au Ban-Saint-Martin, les *Untermenschen* comme les appelaient les Allemands n'étaient pas des figures de discours enflammés dans des brasseries enfumées. Ici, ils étaient en chair et en os, niés dans leur condition d'Homme et parqués dans des conditions insupportables. Des milliers de prisonniers de guerre d'Europe de l'Est ont été relégués dans ce lieu : Russes, Polonais, Yougoslaves, Ukrainiens…



Lotissement dans les années d'avant guerre © Gérard Bonhomme et Bruno Doyen, Association franco-ukrainienne

Pavillon d'officier supérieur © Gérard Bonhomme et Bruno Doyen, Association franco-ukrainienne

Ils ont vécu ici l'indicible

Pourtant, on ne sait que peu de choses dans le détail sur leurs conditions de vie. En moins de 100 ans, tout a été fait pour, non seulement oublier, mais aussi faire comme si de rien n'était. Les prisonniers du camp n'ont pratiquement laissé aucune trace de leu r passage, réduits qu'ils étaient à survivre quand ils le pouvaient ou à mourir dans l'indifférence absolue. Les quelques objets ou témoignages qui restent sont dérisoires. L'histoire de ce camp et la simple mémoire de son nom se sont comme évaporées. Très peu de Mosellans le connaissent ; un peu comme la guerre de Trente Ans en Lorraine, oubliée parce qu'aucun chroniqueur n'était resté vivant pour raconter et relater les misères immortalisées par les gravures de Jacques Callot.

Le pragmatisme du III^{e} Reich était la seconde nature de ce régime. Pas question de tuer des hommes qui seront utiles au fond de la mine, dans les fermes et partout où on en aurait besoin. Ils seront taillables et corvéables à merci et pourront être renouvelés s'ils disparaissent… Pas question, en revanche, de leur accorder une quelconque considération. Pour les idéologues nazis, manifester du respect aux sous-hommes était tout simplement punissable par la loi. Il était également vivement déconseillé aux habitants de les aider. Il faut donc chercher les témoignages où ils sont, c'est-à-dire avec ceux qui ont vécu à l'époque et qui ont été témoins de quelque chose. Plus récemment, quelques rares personnes ont constitué l'*Association franco-ukrainienne*. C'est grâce à eux qu'on peut être aussi affirmatif sur

« Ici reposent 3600 Ukrainiens, victimes de la guerre 1939-1945 ». La plaque officielle de cette croix dans le cimetière juif de Boulay ne peut cacher les autres victimes qui reposent quelque part dans la forêt du Ban-Saint-Jean
© Gérard Bonhomme et Bruno Doyen, Association franco-ukrainienne

l'histoire de ce lieu. Certains ont effectué un patient travail de recherche historique, dont Gabriel Becker qui a consacré quatre livres sur le sujet.

Combien de malheureux ont transité par ce camp ? Là encore, les estimations divergent. 300 à 350 000 sont des chiffres crédibles. Combien sont morts ? Là encore la prudence s'impose, mais il se pourrait bien que 23 000 détenus aient perdu la vie pour cause de déportation au Ban-Saint-Jean. C'est plus que les morts du Struthof, seul camp de concentration officiellement répertorié sur le territoire français, qui a vu passer 52 000 prisonniers pour 22 000 morts. Des témoins racontent qu'à l'intérieur du camp, il n'y avait non seulement plus de roses *Général de Vaulgrenant*, mais tout simplement plus un seul brin d'herbe. Il se raconte que les détenus mangeaient absolument tout ce qu'ils trouvaient, même les vers de terre… Il est vrai que les guerres sont des périodes de disettes terribles, mais rien ne pouvait justifier que le lombric fût au menu de ces prisonniers dans les années 40, en terre mosellane, sinon sous un régime de barbarie…

Le malheur pour beaucoup de détenus ne s'est pas arrêté au Ban-Saint-Jean. Pour ceux qui avaient survécu, parce qu'ils étaient plus robustes et avaient ainsi trouvé à s'employer chez un paysan ou dans la mine de la Houve toute proche, le retour au pays n'a pas été plus clément. Car pour Staline et quelques autres, arriver au Ban-Saint-Jean dans un wagon à bestiaux après un voyage apocalyptique n'était aucunement la conséquence d'un fait de guerre. Il ne signifiait qu'une chose : que le prisonnier n'avait su mourir au combat contre l'ennemi. Sous-homme en terre étrangère et traître dans son propre pays…

Les fantômes qui hantent aujourd'hui la forêt du Ban-Saint-Jean n'ont eu de choix qu'entre la mort et le déshonneur. Aucun de ces Malgré-nous de l'Est n'a eu droit à des égards après la guerre dans son pays d'origine, bien au contraire. Ils n'ont pas été considérés comme prisonniers de guerre et leur sort misérable a été nié, voire gommé de la mémoire savante et officielle. Le vrai malheur, c'est jusqu'au bout…

Et toujours la même question…

Mais où sont les sépultures des victimes ? Combien sont morts ? 23 000, comme l'affirment les autorités françaises et comme le relate la presse de 1945 ou 28 000 selon des sources allemandes ? Question naïve pour une course aux chiffres qui n'a pas de sens. Des enterrements dans des fosses communes ont eu lieu dans l'ancien cimetière juif de Boulay. C'était utiliser ces morts pour porter atteinte au respect de l'intégrité de ces cimetières qui ne peuvent en principe être démantelés quelle que soit leur ancienneté. Toujours le pragmatisme sans doute. L'immense majorité repose dans des fosses communes ; 204 paraît-il… 2 879 corps ont été exhumés après la guerre, mais le travail a été arrêté par manque de moyens et de volonté politique. La fin de la guerre est difficile en France et l'ex-URSS aurait interdit, par l'intermédiaire des diplomates de Staline au plus haut niveau, de faire la lumière sur cet épisode de la Deuxième Guerre mondiale.

Finalement, peu importe les chiffres puisque pas une seule de ces personnes n'aurait dû être traitée de la sorte. Et rien ne peut justifier une idéologie qui distingue sous-hommes et surhommes. Malheureusement, lorsqu'on visite le site du Ban-Saint-Jean (avec un guide pour mieux comprendre et éviter des endroits dangereux sur le site en ruine), on risque à chaque pas de marcher sur les restes de ces oubliés de la Seconde Guerre mondiale. Jusqu'au bout vous dit-on… ■

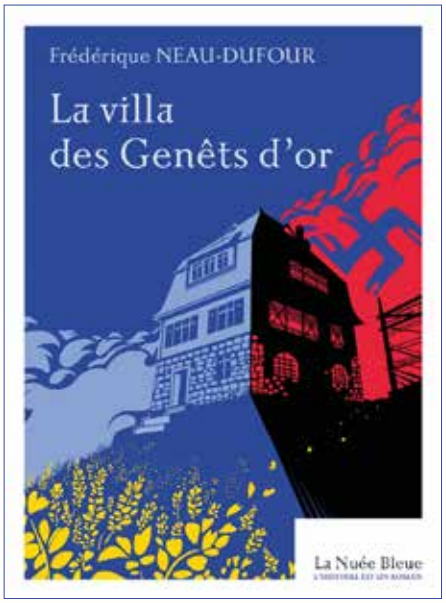
Patrick Karleskind,
Article paru dans *La Gazette Lorraine* n°125,
15 mars 2022

Sortie le 9 septembre 2022

Frédérique Neau-Dufour

La villa des Genêts d'or

Roman



LE ROMAN DU STRUTHOF
DU RÊVE À LA FABRIQUE DE L'ENFER

« Le rêve serait de rester ici, de vivre sur ce flanc de montagne, de voir chaque matin se lever le soleil. »

Sur le site d'une bucolique station de ski des Vosges, Gretel achète en 1911 un terrain envahi par les genêts pour y bâtir la villa de ses rêves. Au lendemain de l'Armistice, elle doit, comme nombre d'Allemands, quitter précipitamment l'Alsace en y laissant tous ses biens et sa chère maison. Quelques années plus tard, un couple français acquiert les lieux.
La villa des Genêts d'or permet à la femme, Solande, de reprendre goût à la vie.
Mais brusquement, la maison du rêve se transforme en fabrique de l'enfer. Réquisitionnée par les SS, elle devient la Kommandantur du camp de concentration qui s'est construit à ses côtés, un rouage de la mécanique du régime nazi, le témoin des pires atrocités.
Voici un roman puissant, captivant et poétique, qui raconte, à l'échelle de l'intime, la perversion méticuleuse du système concentrationnaire, la violence des guerres et des exils, et les douleurs d'un petit pays aux frontières changeantes.

Pour prolonger le roman : **« L'histoire entre les lignes »**
Un éclairage de l'historien **Daniel Fischer**, directeur scientifique de la collection « L'histoire est un roman »

L'autrice : Frédérique Neau-Dufour est agrégée et docteure en histoire, spécialiste de la Seconde Guerre mondiale. Elle a publié de nombreux livres et a été directrice du Centre européen du résistant déporté, sur le site de Natzweiler-Struthof.
Avec *La villa des Genêts d'or*, elle signe son premier roman.

La Nuée Bleue
L'HISTOIRE EST UN ROMAN

14x19cm, 288 pages
Broché
ISBN 978-2-7165-0928-2
21 €

Évènements

Samedi 10 septembre à 11h30
Lancement au CERD
à Natzweiler-Struthof

Samedi 17 septembre à 14h
Dans le cadre des Bibliothèques idéales
dialogue entre Frédérique Neau-Dufour et Sonia Devillers
Strasbourg, Parlement européen

Contact presse
Émilie Longuet
03 88 15 77 27
lanueebleue@editions-quotidien.fr

L'espace mémoriel, la sculpture commémorative… et les Stolpersteine. Quand la Mémoire passe au Street Art

Le sociologue français mort en déportation, Maurice Halbwachs, définit la mémoire individuelle à partir de ses dimensions sociales : « Pour se souvenir il faut se sentir en rapport avec une société d'hommes qui peut garantir la fidélité de notre mémoire… Un homme qui se souvient seul ce dont les autres hommes ne se souviennent pas, ressemble à quelqu'un qui voit ce que les autres ne voient pas : c'est à certains égards un halluciné. »
Pour le philosophe Paul Ricœur, « la mémoire pose plusieurs problèmes, en premier lieu, se posent les questions de sa formulation, de sa représentation, obligatoirement subjective. La mémoire donne aussi la trace présente de ce qui est absent puisque passé. Cela pose alors le problème de la frontière entre le réel et l'imaginaire car le rapport avec l'antériorité amène la question de ses représentations… »
La question de la représentation de cette mémoire ainsi que ses dimensions sociales sont précisément au cœur du problème de notre rapport aux disparus durant la Shoah et aux déportés de manière plus générale.

Stèles, sculptures, mémoriaux et musées

Les représentations de la Shoah, de la Déportation, de la Résistance

Très précocement après la fin de la Seconde Guerre mondiale, des stèles et des monuments commémoratifs de la *Shoah, de la Déportation et de la Résistance ont été édifiés*, soit sur les lieux mêmes des persécutions et des massacres, soit parfois à des milliers de kilomètres. Puis une véritable mutation s'est produite et on assiste depuis les années 80 à une floraison de musées à travers l'Europe, à l'Est comme à l'Ouest, aux États-Unis, en Israël… Plus récemment encore, on a constaté que les projets muséologiques évoluaient : aujourd'hui, et de plus en plus, la Shoah s'inscrit dans une évocation beaucoup plus large de la vie des communautés juives d'avant-guerre, qui s'accompagne souvent de séquences muséographiques susceptibles d'apporter aussi des éléments de réponse concernant la vie juive dans différents pays d'Europe avant la catastrophe. Les judaïsmes européens ne sont plus présentés dans le seul cadre d'un effroyable martyrologe, mais accèdent au statut de sujets de leur Histoire dans le temps long, par l'évocation de la diversité de leur situation économique et sociale, de la pluralité de leurs options religieuses et idéologiques, de l'alternance de coopération et d'hostilité dans leurs relations avec la société environnante. Tel est le cas, par exemple, du Musée juif de Berlin, du récent et impressionnant Musée de l'Histoire des juifs polonais à Varsovie ou de l'Imperial War Museum de Londres qui a ouvert un espace permanent de 1200 m² sur le génocide des juifs d'Europe… Ces nombreuses réalisations soulèvent plusieurs questions. Tout d'abord, comment comprendre cette évolution, de la stèle et de la sculpture commémorative, au mémorial puis au musée ? Et comment définir leur rôle respectif ? Les stèles, les sculptures et les monuments sont souvent silencieux et parfois même muets, ils n'ont pas a priori de vocation didactique, ils ne visent pas directement au savoir et à l'acquisition de connaissances historiques, mais veulent plutôt susciter l'empathie, l'émotion, par une évocation qui appartient au domaine du symbolique dans l'ordre des représentations.

Monument commémoratif de la rafle du Vel d'Hiv, Quai de Grenelle, Paris. Sculpteur : Walter Spitzer, architecte : Mario Azagury © DR

Diversité et évolution des symboles

Les études qui ont été menées sur les mémoriaux montrent que le souvenir de la Shoah et de la déportation a été inscrit très tôt, de manière concrète, dans l'espace mémoriel, et cela dans divers pays. Les plaques commémoratives, les stèles, les sculptures et compositions statuaires, les monuments, sont extrêmement nombreux et présentent la plus grande diversité, à plusieurs niveaux. Diversité aussi des initiateurs et des commanditaires (associations, municipalités, gouvernements…) dans le cadre de projets locaux, voire nationaux. L'exhortation traditionnelle *Passant, souviens-toi !* ou bien les accents partisans de certaines formules rattachées à des monuments ou des stèles, sont plus allusives qu'explicatives, parfois incomplètes ou inexactes aussi.

Le support matériel des mémoriaux est également diversifié, ainsi que l'intervention éventuelle d'une contribution artistique. Il peut s'agir d'une simple

Le CERD - Centre Européen du Résistant Déporté inauguré en 2005 *par le président Jacques Chirac, est né de la coopération de plus de soixante partenaires européens, offrant réellement une dimension communautaire au projet. Lieu d'information et d'exposition, le CERD a une vocation éducative, il expose au visiteur, sur plus de 2000 m², **l'histoire de ces Hommes qui se sont élevés partout en Europe contre le nazisme.*** *© DR*

United States Holocaust Memorial Museum, Washington © DR

« Le Révolver noué », Knotted Gun de Carl Frederik Reuterswärd, (artiste suédois) une sculpture symbole de paix, de non-violence et de désarmement (2005), Mémorial de Caen © DR

Le Mémorial national des déportés sculpté dans le grès rose par Shelomo Selinger à Drancy © DR

Holocaust Memorial à Berlin, 2004. Le Mémorial aux Juifs assassinés d'Europe, est un monument situé au centre de Berlin, entre la porte de Brandebourg et la Potsdamer Platz, en Allemagne, perpétuant le souvenir des victimes juives exterminées par les nazis au cours de la Shoah. Architecte : Peter Eisenman © DR

plaque apposée sur la façade d'une maison natale, d'un bâtiment scolaire, d'une synagogue ou bien d'une statue plus ou moins imposante érigée dans un lieu symbolique, un quartier à forte population juive avant-guerre, comme Charlottenburg, Schöneberg et Wilmersdorf à Berlin, ou Kazimiercz à Cracovie ; l'emplacement d'un ancien ghetto comme à Varsovie ; un lieu de rassemblement ou de départ avant la déportation, comme les gares de Portet-Saint-Simon ou de Bobigny, ou la gare de Grünewald à Berlin ; les vestiges d'un camp ; ou encore, dans un cimetière, comme une sorte de substitut de tombe. On peut aussi rappeler les mémoriaux des camps érigés au Père-Lachaise par les amicales d'anciens déportés, au fil des décennies mais aussi à Auschwitz ou à Bergen-Belsen… Mais ces monuments font-ils vraiment sens dans le temps long et si oui, comment ? Au-delà de l'émotion, quel peut être leur rôle dans la transmission d'un souvenir de la Shoah et de la déportation en général, fondé sur la connaissance et non pas seulement sur l'affect ou sur une approche subjective, réductrice ou partisane ? Quels éléments de réponse peut-on apporter aux interrogations que peuvent se poser les passants précisément ? Un autre questionnement, directement lié au précédent : la priorité donnée à l'empathie dans le cadre du monument, de la sculpture, ne risque-t-elle pas d'engendrer des mémoires différentes, voire conflictuelles, et ce faisant, de déliter l'appréhension du réel historique ?... Autant de questions qui nous interrogent et qui nous obligent à une véritable pédagogie de la transmission.

Les valeurs d'un projet mémoriel

Les musées et centres mémoriels rattachés à la Seconde Guerre mondiale ont été créés avec une visée précise, ce sont des outils d'enseignement de l'histoire dotés de moyens et de ressources à l'intention des enseignants et éducateurs désireux d'initier le jeune public à l'histoire et d'approfondir avec leurs élèves des aspects de la période englobant la Seconde Guerre mondiale et l'entreprise de persécution et de destruction des Juifs d'Europe, ils visent aussi à perpétuer la mémoire des victimes de la Résistance et de toutes les victimes de la déportation, comme c'est le cas pour le Mémorial de la Shoah à Paris.

Dans le contexte de ce début de siècle, fait de scepticisme ambiant, de perte de valeurs et de manque de repères, le « Devoir de Mémoire et d'Histoire » est souvent invoqué comme étant l'un des éléments importants pour l'apprentissage de la citoyenneté parmi les jeunes générations. S'appuyer sur les connaissances du passé pour ne pas commettre les erreurs qui ont engendré des drames, est indispensable pour

Mémorial des enfants, Yad Vashem à Jérusalem
Janusz Korczak et les enfants de l'orphelinat du ghetto de Varsovie
Sculpture de Boris Sakstier © DR

la transmission d'une mémoire collective à tous ceux qui n'ont pas vécu ces périodes, non seulement pour rendre hommage aux femmes et aux hommes qui ont combattu, sacrifié leur vie, à tous ceux qui ont été déportés, martyrisés, mais aussi pour transmettre les valeurs et les idéaux de la République.

Les scénographies de ces structures mémorielles sont en général à visée pédagogique forte et sont destinées à la mise en valeur et à la perpétuation de cette mémoire. Un accompagnement éducatif y est en général proposé.

Le Street Art mémoriel

Un nouveau champ de pratiques commémoratives avec les Stolpersteine

Une chose est sûre : une sculpture ou un monument prévu pour trôner dans un lieu déconnecté du périmètre des événements, proposant comme symbole une main dressée, un corps meurtri, des héros combattants ou des visages d'enfants, ne suffit plus à perpétuer la mémoire.

Au début des années 90, l'artiste allemand **Gunter Demnig**, à la stupéfaction de nombreuses personnes, a révolutionné le concept de stèle, de monument, de sculpture ou de mémorial en bouleversant les modalités de la représentation de la mémoire des victimes par une forme de dissolution du monumental et par une volonté affirmée de délocaliser cette mémoire... À la demande des familles et descendants de déportés, ce concept de Stolpersteine s'est répandu dans toute l'Europe où les Juifs en majorité, mais d'autres catégories d'opposants au nazisme ont été exterminés.

Ces pavés de la Mémoire, 85 000 posés aujourd'hui dans 26 pays européens, revendiquent un questionnement sur les lieux du souvenir, sur leur fonction, sur le choix de la mise en scène qui oscille entre dimension artistique et mémorielle, sur la portée symbolique de leur présence sourde et parfois invisible à l'endroit même où vécurent ces personnes déportées.

Pose des premières Stolpersteine à Strasbourg, au 6 rue de Barr, à la mémoire d'Esther et Nathan Schenkel et leurs 5 enfants, Cécile, Isaac, Jacques, Maurice et Alfred, déportés et assassinés à Auschwitz en 1944 © Jean-Christophe Dorn

Un projet à forte implication locale et populaire

Investir l'espace public avec le concours des autorités et des élus locaux, utiliser les trottoirs des villes et des villages pour atteindre le *Bystander*, le passant, impliquer les écoles, les voisins et les proches lors des recherches et des cérémonies, renforcer la cohésion citoyenne autour de valeurs comme le rejet de l'idéologie totalitaire, la lutte contre le racisme, l'antisémitisme et toutes les formes de stigmatisation, réunir les familles, les survivants, les descendants des déportés (ils sont venus de 4 continents pour les poses de Stolpersteine à Strasbourg et dans une dizaine de localité du Bas-Rhin entre 2019 et 2022...), créer des parcours et itinéraires mémoriels documentés, engager des synergies entre des villes proches, comme ce fut le cas entre Strasbourg et Kehl...

L'artiste Gunter Demnig avec les élèves de l'école primaire de Muttersholtz lors des poses de Stolpersteine organisées, le 30 avril 2019, par l'historien Christophe Woehrlé qui souhaite élargir le projet Stolpersteine à la France entière © Richard Aboaf

Voilà quelques atouts qui font de ce projet non seulement un contre-monument, mais un *Work in progress*, une toile qui s'étend de jour en jour et qui inscrit d'un carré de laiton doré et gravé la mémoire de chacun de nos disparus dans l'espace public.

Le projet continue de se développer à Strasbourg avec les soutiens de la Mairie de Strasbourg et de l'Eurométropole, du CIBR, du FSJU, de l'ORT... Le travail de recherche de nos historiens dirigés par Audrey Kichelwski à l'Université Marc Bloch se poursuit, les demandes sont nombreuses, les confirmations de poses sont rendues publiques quasiment tous les mois, le projet prend une réelle ampleur dans le département du Bas-Rhin, et bien au-delà... ■

Richard Aboaf,
Président Association Stolpersteine 67

Sources et références bibliographiques et sitographiques

Maurice Halbwachs, *Les Cadres sociaux de la mémoire*, Alcan. 1925
Paul Ricœur, *La mémoire, l'histoire, l'oubli*, Éd. du Seuil, 2000
Anne Grinberg, *Du Mémorial au musée comment tenter de représenter la Shoah ?*
Cahiers de la Shoah, 2003/1- N°7
https://www.cairn.info/revue-les-cahiers-de-la-shoah-2003-1-page-111.htm
Annette Wievorka, Serge Barcellini, *Passant souviens-toi, les lieux de souvenirs de la Seconde Guerre mondiale*
Hélène Camarade, *Le mémorial des Stolpersteine. Histoire, enjeux et phénomènes d'appropriation à l'ère de l'essoufflement de la commémoration - Allemagne d'aujourd'hui* 2018/3 (N° 225)

Lien vers un guide et une carte interactive de Stolpersteine en Europe : https://stolpersteine-guide.de/

Des Stolpersteine à la mémoire des handicapés juifs du Sonnenhof de Bischwiller déportés ou disparus durant la guerre

Ils s'appelaient Maurice Trunschgunsky, Henry Bajtel, Marcel Lévy, Eduard Kahn, Alice Dreyfuss, Caroline Bohr… ils avaient entre 7 et 55 ans, ils étaient tous handicapés et résidents de la Fondation protestante du Sonnenhof durant la guerre, ils ont été déportés à Auschwitz où ils ont disparu sans laisser de traces entre le 24 juillet 1940 et le 8 avril 1943. Joachim Warmund, Irène Scheer et Pierre Csillac sont des survivants.

Au mois de mai 2018, Gerdy Dreyer conservateur du musée du Sonnenhof a invité les porteurs du projet et les responsables de l'Association ***Stolpersteine 67*** à la Fondation du Sonnenhof[1], il leur a fait part de son souhait de placer à l'entrée du musée ainsi qu'à l'annexe des Trois Tilleuls d'Oberhoffen, des *Stolpersteine* à la mémoire des résidents juifs déportés ou disparus durant la guerre.

C'est en 2020 que leur mémoire a été scellée dans les parterres de la Fondation par la pose de Stolpersteine le 17 avril et le 7 juin…

La Fondation Protestante Sonnenhof à Bischwiller est le premier établissement ouvert en Alsace-Lorraine pour l'accueil de personnes handicapées mentales. Créé en 1876, le Sonnenhof reçoit aujourd'hui, dans une structure de type « village thérapeutique » et à travers des prises en charge très diversifiées, plus de 500 malades/résidents de toutes confessions pour de longues durées.

C'est dans le cadre d'une étude rétrospective sur l'appartenance confessionnelle de toutes les personnes reçues dans l'établissement depuis l'origine, que **le docteur Othon Printz, (ancien directeur du Sonnenhof et ancien président du conseil d'administration de l'hôpital créé par Albert Schweitzer à Lambaréné au Gabon)** a fait une découverte tragique concernant le traitement réservé aux résidents juifs durant la seconde guerre mondiale. Il a réalisé un extraordinaire travail de recherche historique et de mémoire sur le sort qui fut réservé aux handicapés juifs de la Fondation.

En 1977, dans un article du ***Journal du Sonnenhof***, il est fait mention du **programme T4** ; cette loi secrète d'Hitler sur l'euthanasie des malades mentaux et des handicapés n'a pas été appliquée aux résidents de la Fondation, par contre la déportation des Juifs handicapés a malheureusement touché le Sonnenhof. Deux malades de confession juive avaient été rapidement recensés pour être « transférés » ailleurs. L'un a effectivement été déporté et n'est plus revenu. Le second, qui devait être emmené le même jour doit son salut aux conséquences de douleurs intestinales probablement dues à une émotion lorsqu'il a été saisi par les autorités S.S. ; ceux-ci, pressés de repartir, ont décrété qu'ils allaient revenir avec une autre voiture un autre jour et ne sont jamais revenus. Ces deux faits se basaient sur les témoignages du médecin d'alors et celui d'une éducatrice en fonction à cette époque.

L'exploitation plus précise des documents du centre par le docteur Printz et la découverte de nouveaux éléments, ont conduit à formuler cette tragique conclusion : tous les résidents juifs, sans exception, ont été hélas déportés. Quatre ont survécu, dont le « miraculé de la belle histoire » cité plus haut.

Le 31 décembre 1939, le Sonnenhof de Bischwiller et l'annexe des Trois Tilleuls d'Oberhoffen accueillaient dix résidents de confession juive. Le 8 avril 1943 il n'y en avait plus aucun.

Cet été à Berlin : Gerdy Dreyer, directeur du musée du Sonnenhof, Katia et Gunter Demnig, Paul Anthony de l'Association Stolpersteine 67 et Anne-Caroline Bindou, directrice générale de la Fondation du Sonnenhof © DR

1. Le Sonnenhof est une fondation protestante qui accueille et accompagne, depuis plus de 130 ans, les personnes déficientes intellectuelles, atteintes du trouble du spectre autistique, polyhandicapées, de l'enfance à la fin de vie, ainsi que les personnes âgées dépendantes. Le Sonnenhof est implanté dans 6 communes du Bas-Rhin (Bischwiller, Oberhoffen-sur-Moder, Hoerdt, Reichshoffen, Marmoutier et Erckartswiller).

Les Stolpersteine ont été posés en avril et en juin 2020 au Sonnenhof de Bischwiller et à l'annexe des Trois Tilleuls d'Oberhoffen ci-dessus. © DR

Le 24 juillet 1940 cinq départs sont notés. Trois hommes ont été recherchés par les S.S. au Sonnenhof à Bischwiller et deux femmes à l'annexe des Trois-Tilleuls d'Oberhoffen. Les résidents étaient âgés de 7, 17, 19, 21, 27 et 55 ans. Deux étaient originaires de Strasbourg, un de Haguenau, un de Dossenheim-sur-Zinsel dans le Bas-Rhin, un de Cernay dans le Haut-Rhin, et un de Lixheim en Moselle. Seul le résident de 7 ans a survécu.

Si le registre du Sonnenhof retient la date du 10 décembre 1942 – comme date de seconde déportation pour les quatre autres résidents déportés – de nouvelles recherches ont été menées. Ces dernières nous révèlent des dates de sortie différentes : le 3 mars 1943 pour Henri B., et le 4 avril 1943 pour Joachim W. et Irène S.. Il s'agit des trois seuls résidents juifs qui demeuraient encore à la Fondation. En effet, une résidente qui restait après la première rafle était décédée le 12 novembre 1942, soit un peu plus d'un an avant la seconde déportation. Les résidents concernés étaient âgés de 18, 20, et 31 ans et avaient séjourné au Sonnenhof durant cinq, six, et dix ans. L'un était né à Cologne, les deux autres en Moselle.

Que sont devenus les résidents handicapés déportés ?

Lors de la première déportation du 24 juillet 1940

Maurice T. a été envoyé, comme tant d'autres personnes, à Drancy avant de partir en train pour Auschwitz… **Marcel L.** est également mort en déportation. Un jugement déclaratif de décès a été prononcé le 10 janvier 1951 par le tribunal d'instance de Strasbourg. Celui-ci a fixé la mort en déportation au 24 juillet 1940, c'est à dire au jour de son départ du Sonnenhof ! **Pierre C.** a été admis, très rapidement après avoir quitté le Sonnenhof, on ne sait dans quelles conditions, dans un hôpital psychiatrique de Lyon où il a passé le reste de sa vie et où il est décédé le 10 janvier 1985. **Pierre B.**, protestant mais sans doute de mère juive, a été accueilli à la Fondation John Bost de La Force en Dordogne le 7 février 1941. Il y est décédé le 18 avril 1952. **André** dont la légende disait qu'il était resté au Sonnenhof, a été de fait enlevé. Il a pu être récupéré par sa famille qui l'a emmené en zone non-occupée. Une partie de la famille, dont André, a survécu et est revenue en Alsace en 1947. André a été reconfié au Sonnenhof le 4 septembre 1947 où il a passé le reste de sa vie. Désormais il repose au cimetière juif de Bischwiller.

Quant à **Lucien, Alice et Caroline**, leur état civil a été consulté. Il n'y figure ni mention de décès, ni mention marginale. À travers un organisme de recherche allemand et avec l'aide du Centre de Documentation Juive Contemporaine nous avons essayé de retrouver ce qui est advenu d'eux. Malheureusement aucune des deux instances n'a trouvé mention de leurs noms, **Lucien, Aline et Caroline** ont probablement été assassinées dans la région, disparus à jamais sans laisser de traces…

1

2

3

4

1. 2 Place de Zurich à Strasbourg
2. 4 rue de l'Église à Odratzheim
3. Fondation Protestante Sonnenhof, 22 rue d'Oberhoffen à Bischwiller
4. 10 rue des Roses à Bouxwiller

Les déportations de mars et avril 1943

Henri né à Metz, est cherché au Sonnenhof par le *Sicherheitsdienst* (S.D.) le 3 mars 1943. Il est emmené à Metz, où il rejoint sa famille pour être déporté de Drancy à Auschwitz par le convoi 51 du 6 mars 1943. Il est décédé en Pologne au camp de concentration d'Auschwitz en 1945. **Joachim** né le 4 avril 1923 à Cologne en Allemagne. Il est décédé le 15 février 1998 à Pessac, près de Bordeaux, dans un hôpital psychiatrique. Joachim était juif de nationalité allemande. L'un de ses oncles, un nazi allemand, était l'un de ceux qui avaient contribué au développement de la théorie raciale de l'antisémitisme. Cet homme, qui s'était forgé une généalogie bien aryenne, avait certainement grand intérêt à voir son neveu handicapé juif disparaître ailleurs que dans les camps allemands où une « comptabilité » très pointilleuse a été tenue sur les origines et ascendants des déportés. **Irène** née en Moselle, catholique mais de père juif déporté, a été expulsée vers son département d'origine puis, heureusement, confiée à sa mère. Au décès de la mère, Irène a été accueillie dans une institution. Elle y est décédée le 9 novembre 1993 à l'âge de 81 ans.

Quelques observations sur ces déportations : les premières, celles du 24 juillet 1940, concernent exclusivement les Juifs alsaciens. Cette rafle, effectuée par « G », lettre qui désigne la Gestapo, se situe dans le cadre général de l'expulsion de tous les juifs d'Alsace.

L'historien **Bernard Vogler** note dans son ouvrage sur ***L'histoire politique de l'Alsace*** que c'est précisément en juillet 1940 que les déportations de Juifs de la région ont été les plus importantes. À Bischwiller, annexé sur le plan administratif, les Allemands ont installé comme maire le Badois Karl Doll le 22 juin 1940, le lendemain même de l'entrée des troupes allemandes dans la ville. L'avant-veille, le 20 juin 1940, Wagner avait été nommé par Hitler *Gauleiter* pour l'Alsace…

Dans son ***Histoire de Bischwiller***, **Walter Rinkenberger** relate que c'est en juillet et août 1940 que le Parti national-socialiste a arrêté les citoyens israélites qui n'avaient pas pu quitter la ville. Ainsi l'histoire générale de l'Alsace, l'histoire de la ville de Bischwiller et celle très particulière du Sonnenhof, se rejoignent dans le malheur. Avec une méticulosité démoniaque il fallait, avant toute autre préoccupation, rendre l'Alsace « pour la première fois de son histoire, libre de tout Juif », « *judenfrei zum ersten mal in seiner Geschichte* ».

Le docteur Printz écrit le 6 juillet 1999, quelque temps après cette découverte :

« Le problème soulevé par la déportation de tous les résidents juifs du Sonnenhof durant la période nazie est d'abord un constat dramatique que nous avons à assumer, aujourd'hui comme hier et demain. Que cette vérité tragique ait été si longtemps cachée, voire enjolivée, doit nous interroger. Qu'elle m'ait été révélée, dans son ampleur et sa brutalité, après le terme de mon mandat, alors qu'elle s'est clairement posée à moi dès le début de celui-ci, me trouble. Pourquoi ? Pour quoi ? À part une sorte d'obligation de rappel au devoir de vigilance face à d'éventuelles agressions nouvelles envers les personnes handicapées, je n'ai pas trouvé de réponse satisfaisante à mon questionnement très personnel.

Aussi, je ne puis pour l'heure faire autrement qu'écouter ceux qui ont connu, dans leur chair et leur âme, les atrocités de la Shoah, qui ont survécu à l'holocauste et de surcroît sont à même de nous en parler.

Élie Wiesel** est l'un de ces témoins. À la femme du pasteur Niemoeller il a confié cette parole : **"Das Geheimnis der Elösung heisst Erinnerung" – « Le secret de la délivrance s'appelle souvenir »** ou encore : **« C'est au coeur de la mémoire que se trouve le mystère de la rédemption. »

Dans cet esprit nous nous sommes adressés au mémorial de Yad Vashem à Jérusalem.

Aujourd'hui les noms de Lucien, Caroline et Alice sont inscrits et, selon les termes de la lettre que nous avons reçue, « conservés dans la Salle des Noms et leur souvenir perpétué à tout jamais à travers les générations futures ». Othon Printz ■

Richard Aboaf,
Président Association Stolpersteine 67

site : stolpersteine 67

REGISTRE DE POSE DE STOLPERSTEINE À STRASBOURG

01/05/2019
- **6 rue de Barr** , 7 pavés, Esther, Nathan, Cécile, Isaac, Jacques, Maurice et Alfred SCHENKEL
- **19 boulevard Clémenceau**, 4 pavés, Lucie BRUNSCHWIG née MEYER, Rabbin Robert Emmanuel BRUNSCHWIG, Florentine et Albert MARX
- **5 rue Strauss-Durkheim**, 1 pavé, Théodore ACKERMANN
- **28 rue Schwilgué**, 5 pavés, Yvonne LOEB née BLOCH, Louis, Jean-Paul, Armand et Simonne LOEB
- **17 boulevard Tauler**, 2 pavés, Jeanne BLOCH et Marcel ALEXANDRE
- **5 rue des Cordonniers**, 1 pavé, Abraham LIPSZYC

06/12/2021
- **33 avenue des Vosges**, 2 pavés, Lucien DREYFUS et Marthe Zoé DREYFUS née WEIL
- **12 rue du Général Gouraud**, 1 pavé, Louis HALLEL
- **14 rue Herder**, 3 pavés, Myrtil BLOCH, Andrée Rosalie Hélène BLOCH née LEVY et Georges Salomon BLOCH
- **10 rue du Saint-Gothard**, 1 pavé, Léon RIEGER

09/05/2022
- **7 (rue des) Ponts Couverts**, 1 pavé, Bella KATZ
- **8 rue Sainte-Madeleine**, 1 pavé, Charles MANGEL
- **8 place des Meuniers**, 3 pavés, Dina et Wolf TURNER, Chaim METZGER
- **17 rue du Marais Kageneck**, 2 pavés, Maurice et Celad Gdalia CYTRYNOWICZ
- **2 rue de la Petite Église**, 1 pavé, Edwin HEIMANN
- **4 rue des Moulins**, 5 pavés, Chaim, Perle, Arnol, Erna et Régine DANIEL
- **11 rue de l'Argonne**, 5 pavés, Benjamin, Élie, Selma, Denise et Gilbert MAKOWSKI
- **63 rue du Fossé des Tanneurs**, 1 pavé, Gerson MAKOWSKI

16/05/2022
- **5 allée de la Robertsau**, 7 pavés, Alphonse et Marthe ASCH née MOSBACHER, Henri, Jacques, Jean-Claude, Nicole Georgette et Henriette Hortense WEILL née MOSBACHER
- **52 rue du Faubourg National**, 1 pavé, Hiler CHECINSKI
- **4 rue Oberlin**, 1 pavé, Marcel LION
- **15 rue Strauss-Durkheim**, 1 pavé, Charles ABRAHAM
- **33 boulevard de Nancy**, 1 pavé, Maurice SCHAENKEL
- **2 place de Zurich** , 1 pavé, Léon COHN
- **40 rue des Hallebardes**, 1 pavé, Marguerite GUNZBURGER
- **7 rue du Maréchal Juin**, 2 pavés, Moszeck et Sarah ZOLTY
- **1 rue Sellenick**, 1 pavé, Raymond WINTER

12/06/2022
- **9 rue des Mineurs** , 1 pavé, Alexandre BUCHINGER

18/07/2022
- **26 avenue de la Marseillaise**, 4 pavés, David, Simone, Jacques et Liliane BLOCH
- **30 rue Oberlin**, 1 pavé, Jean HELLER
- **1 rue Gustave Klotz**, 1 pavé, Lucien KAHN
- **8 rue Marbach**, 1 pavé, Oscar EHRLICH

Sources et références bibliographiques et sitographiques

Archives Départementales du Bas-Rhin, 6 rue Philippe Dollinger, 67100 Strasbourg.
L'étude complète peut être consultée au Service International de Recherches – Grosse Allee 5-9 D-34444 BAD AROLSEN.
Bernard Vogler, *L'histoire politique de l'Alsace*, 1996, La Bibliothèque alsacienne, Éd. Nuée bleue, Du quotidien
Walter Rinkenberger, *Histoire de Bischwiller*, Asso. des amis du musée de la Laub, Bischwiller, 1990
Othon Printz, *Faire œuvre de mémoire* http://judaisme.sdv.fr/histoire/shh/sonnenh.htm
http://www.fondation-sonnenhof.org/
http://www.fondation-sonnenhof.org/fondation-protestante/la-fondation/historique

Les morceaux choisis de Marie-José Masconi,
présidente de l'AFMD 67 (Amis de la Fondation pour la Mémoire de la Déportation)

Discours prononcé à Pont-à-Mousson le 3 avril 2022 aux Journées d'histoire régionale

Marie-José Masconi © DNA

Au sortir de la Seconde guerre mondiale à l'ouverture des camps, le cri de nos aînés avait été unanime : « Plus jamais cela ». Mais le 24 février 2022, 77 ans après la fin des événements tragiques de 39-45, le monde et l'Europe incrédules, l'Ukraine sidérée, assistent à l'entrée des Russes, le peuple frère, dans le nord de l'Ukraine. « Plus jamais cela avaient dit nos aînés… »

Après la sidération des premiers jours, des milliers d'Ukrainiens, majoritairement des femmes et des enfants, se jettent sur les routes de l'exil, nous rappelant l'exode de juin 1940 et quelques années plus tard, en janvier 45, la fuite des populations d'Europe de l'Est, devant l'avancée de l'armée russe. Ces fuites éperdues furent suivies d'effrayantes exactions comme :

- le bombardement du théâtre de Marioupole devenu l'immense cercueil de centaines d'enfants qui y avaient trouvé refuge,
- le pilonnage des quais de la gare de Kramatorsk jonchés de cadavres et de peluches ensanglantées,
- les viols et le massacre de centaines d'hommes, de femmes et d'enfants à Boutcha et Irpin.

Face à ces crimes de masse, Ursula Van der Leyen se rend sur place et déclare : « L'impensable s'est produit ici, nous voyons là notre humanité voler en éclats. *Plus jamais cela avaient dit nos aînés*. » Mais aujourd'hui, la guerre est revenue sur le sol de l'Europe. Face à la menace, l'Europe fait bloc et s'incarne, l'OTAN se renforce. Dans son dernier livre, le philosophe Édgar Morin avait eu cette réflexion prémonitoire : « Une des plus grandes leçons de mes expériences, c'est que le retour de la barbarie est toujours possible. Aucun acquis historique n'est irréversible ». Aujourd'hui la barbarie est de retour, l'Histoire se répète et à deux heures de Strasbourg des hommes, comme l'avaient fait nos aînés, des hommes et des femmes luttent et meurent pour conserver leur liberté et maintenir la démocratie dans leur pays. ■

Marie-José Masconi,
présidente de l'AFMD 67

Directeur de la publication : Marcel Spisser.

Coordination : Claude Mitschi, Philippe Schuhler et Gérard Zippert.

Rédaction : Richard Aboaf, Denis Bauchard, Mireille Biret, Jean-Joseph Feltz, Marie Goerg-Lieby, Arlette Hasselbach, Patrick Karleskind, Éric Lenormand, Marie-José Masconi, Francine Mayran, Arnaud Paclet, Jean-Michel Roth, Marcel Spisser, Laurent Thiéry.

Réalisation : CANDIDE

Impression : Gyss / Photos : D.R.
Dépôt légal : octobre 2022
N° ISSN 2678-0119

© Tous droits de reproduction réservés.

AMAM
Président Marcel Spisser
Trésorier Philippe Schuhler
amam.schirmeck@laposte.net

www.memorial-alsace-moselle.com

L'AMAM est soutenue par :

et les 260 communes adhérentes

Appel à adhésion

L'Association des Amis du Mémorial de l'Alsace Moselle (AMAM) a besoin du plus grand nombre, élus, anciens combattants ou témoins, artistes, universitaires, enseignants, acteurs économiques, simples citoyens, pour donner au Mémorial son assise populaire, pour le promouvoir et en faire un lieu de Mémoire régionale, d'histoire générale, de sens et de pédagogie.
Adhérez à l'AMAM en photocopiant (si possible) le bulletin ci-dessous et en l'envoyant à : Marcel Spisser / 46, rue de Ribeauvillé / 67100 Strasbourg / spissercatherine@aol.com

NOM ..... PRÉNOM .....
ASSOCIATION ou COMMUNE .....
ADRESSE .....
CP ..... VILLE .....
TÉL. ..... EMAIL .....

Adhère à l'AMAM et vous envoie la cotisation de ..... €

à ..... le ..... signature

Cotisations : 25€ pour les personnes physiques
20€ pour les établissements scolaires
30€ pour les associations de moins de 200 membres et les communes de moins de 600 habitants
60€ pour les associations de plus de 200 membres et les communes de 601 à 1 000 habitants
100€ pour les communes et les communautés de communes de 1 001 à 5 000 habitants
200€ pour les communes et les communautés de communes de 5 001 à 10 000 habitants
300€ pour les communes et les communautés de communes de plus de 10 000 habitants